

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1919.

Projet de loi instituant l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Depuis plus de trente ans et sous l'impulsion puissante de notre illustre compatriote Jules Lejeune, dont le nom y demeurera éternellement attaché, la Belgique est devenue la terre classique de la protection de l'enfance. Dans ce domaine, les pouvoirs publics, comme d'innombrables œuvres privées, animées du plus noble esprit de sacrifice, en même temps que d'une conception exacte des nécessités de la nation, ont concouru à l'éclosion et à la prospérité de multiples institutions. Peu de temps avant la guerre et à l'initiative aussi éclairée que généreuse de M. Henri Carton de Wiart, Ministre de la Justice, le Parlement belge a voté la loi du 15 mai 1912, qui est entrée résolument dans la voie des idées nouvelles en instaurant la déchéance de la puissance paternelle, le juge des enfants et les délégués à la protection de l'enfance, ensemble de dispositions destinées à sauvegarder la moralité et par suite l'avenir des enfants mineurs que menacent l'abandon, l'indifférence ou l'indignité de leurs parents. D'autre part, la vie de la première enfance était l'objet de l'attention constante de l'administration du service de santé et de l'hygiène rattachée au Ministère de l'Intérieur, et un certain nombre de consultations de nourrissons et de gouttes de lait, soutenues par cette administration, s'étaient établies spontanément dans quelques grandes villes.

Mais, dans cette voie comme dans tant d'autres, grâce à l'énergie et au dévouement de nos compatriotes, la guerre a étendu dans des proportions inconnues jusque ores, le nombre et l'action de toutes ces institutions.

Dans la Belgique demeurée libre et en faveur des enfants que la tourmente avait emportés en France, en Angleterre et en Hollande, des œuvres

nombreuses se sont créées à l'initiative d'âmes généreuses, dont l'exil semblait avoir fortifié l'esprit de dévouement aux déshérités; c'est ainsi que 56 colonies scolaires, comprenant une population moyenne de 7.500 enfants et divisées en plusieurs groupes, s'étaient instituées en France et qu'on avait vu s'élever des maisons de l'enfance, des maternités, des pouponnières, des consultations de nourrissons et des gouttes de lait; que l'OEuvre du Vestiaire des colonies scolaires avait prospéré rapidement, que l'Office de la protection de l'enfance avait recueilli les restes de l'École de bienfaisance d'Ypres et créé une école analogue pour jeunes filles, qu'en Angleterre comme en Hollande, l'OEuvre de l'Assistance temporaire s'occupait activement des enfants débilités et, enfin, que les écoles de la Reine abritaient à Vinckem les pauvres innocents chassés de leurs foyers et que Notre Souveraine, toujours et partout maternellement attentive au soulagement des misères et à l'apaisement des souffrances, avait voulu voir protéger et élever.

Dans le pays occupé, malgré les innombrables entraves apportées par l'ennemi à toute action solidaire des Belges opprimés, le Comité National de Secours et d'Alimentation créa une section spéciale qui, pendant quatre années, accomplit un travail considérable et couvrit la Belgique presque tout entière d'institutions de la plus haute importance.

Une expérience unique s'est ainsi instituée, issue, en quelque manière, de la force des choses, par une accommodation graduelle et prudente des réalités de la pratique, plutôt que par une application systématique conçue à priori.

Cette expérience possède une incomparable valeur d'enseignement. La démonstration est faite de la possibilité d'une action d'ensemble, essentiellement appuyée sur la spontanéité des efforts particuliers organisés et dirigés selon quelques vues larges et simples. Il appartient au Gouvernement, dans l'œuvre de relèvement national qu'il poursuit, de retirer de cette démonstration la conclusion positive qu'elle comporte.

La consolidation et la continuation des services du Comité National relatifs à l'hygiène de l'enfance paraît ainsi s'imposer; le projet de loi que nous avons aujourd'hui l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement, a précisément pour objet d'atteindre ce but.

L'idée fondamentale qui préside à ce projet, procède de la nécessité de maintenir, en les adaptant aux situations nouvelles, les organisations établies en Belgique par le Département de l'Enfance du Comité National. Nous avons pensé que le meilleur moyen de justifier nos propositions était de présenter un exposé d'ensemble de l'activité des œuvres protectrices de l'enfance qui ont fonctionné chez nous pendant la guerre. Tel est l'objet du rapport que nous annexons au texte du projet de loi.

Les résultats acquis, tels que les constate ce rapport, démontrent l'utilité d'une consécration définitive de l'œuvre entreprise. On se convaincra, à la lecture de ce document, que les institutions diverses patronnées par le Comité National répondent, en réalité, à des nécessités permanentes.

Aussi bien le projet de loi sanitaire qui fut déposé à la Chambre des Représentants

sentants, le 5 décembre 1911, par M. Paul Bérrier, Ministre de l'Intérieur, et qui fut représenté à la législature, le 12 novembre 1912, prévoyait-il déjà certaines mesures d'encouragement aux œuvres protectrices de l'enfance. A l'appui de ces dispositions, l'exposé des motifs de ce projet faisait notamment ressortir le caractère anormal de la mortalité des enfants dans certaines régions du pays.

L'expérience du Comité National a établi que, même dans des circonstances aussi anormales que celles qui caractérisaient l'état de guerre, il était possible de réduire le mal dans de notables proportions. Ces constatations décisives dictent naturellement la ligne de conduite à suivre et font de la continuation de l'activité protectrice inaugurée pendant la guerre un devoir auquel les autorités publiques ne peuvent point, semble-t-il, se soustraire.

Adoptant la solution que nous avons proposée dans le projet de loi que nous avons eu l'honneur de présenter à la Chambre, le 11 décembre 1918, en ce qui concerne l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre, le projet de loi actuel prévoit la création d'un établissement public qui portera le nom d'*Œuvre Nationale de l'Enfance* (art. 1^{er}).

Cet établissement aura pour attributions d'encourager et de développer la protection de l'enfance. Il reprendra l'ensemble des services qui ont été assurés pendant la guerre, sous l'autorité du Comité National, par la Commission d'Alimentation de l'Enfance. Il favorisera la diffusion et l'application des méthodes scientifiques de l'hygiène des enfants soit dans les familles, soit dans les institutions publiques ou privées, d'éducation, d'assistance et de protection. Il encouragera et soutiendra par l'allocation de subsides ou autrement, les œuvres relatives à l'hygiène des enfants. Enfin, il exercera un contrôle administratif et médical sur les œuvres protégées (art. 2).

L'Œuvre nationale de l'Enfance sera investie de la personification civile. Son statut juridique sera déterminé par des dispositions analogues à celles que prévoit le projet déjà cité concernant l'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre. Les articles 3, 4, 5 et 6 reproduisent textuellement les dispositions analogues que contient ce dernier projet. Il ne semble donc point qu'il y ait lieu de les justifier plus longuement.

Déterminant, d'une manière plus précise, les objets auxquels il conviendra que l'Œuvre Nationale s'attache immédiatement, le projet prévoit l'organisation de certaines institutions d'une utilité particulièrement pressante.

Aux termes de l'article 7, il y aura dans chaque commune, selon les nécessités locales, une ou plusieurs consultations de nourrissons.

L'importance sociale considérable de ces consultations ne sera pas contestée. Les erreurs commises dans l'alimentation des enfants, faute de connaissances suffisamment précises des règles de l'hygiène, sont une des causes reconnues du taux anormal de la mortalité des enfants en très bas âge.

Les consultations de nourrissons seront établies par l'Œuvre Nationale dans les communes où il n'en existe pas. Ailleurs, l'Œuvre se bornera à agréer les institutions existantes. Il va de soi, que cette agrégation sera soumise à certaines conditions que les règlements de l'Œuvre Nationale devront déterminer.

Les consultations de nourrissons devront, en ordre principal, reposer sur

l'effort local; c'est pourquoi elles seront placées sous l'autorité d'un Comité local au sein duquel l'administration communale sera représentée (art. 8).

L'intervention de l'autorité communale se justifie, notamment par le fait que les frais de consultations incomberont pour moitié à la commune. L'État supportera l'autre moitié (art. 8, 2^{me} alinéa).

Le projet rattache à la compétence des comités locaux dont il vient d'être question la surveillance et le placement d'enfants en nourrice ou en garde. Les principes de cette surveillance ont été prévus déjà par le projet de loi sanitaire dont nous avons parlé plus haut. Aux termes de l'article 9, nul ne pourra recevoir, en nourrice ou en garde, moyennant salaire, des enfants de moins de 3 ans, sans une autorisation du Collège des bourgmestre et échevins.

L'existence dans la commune d'un comité formé de gens spécialement compétents en matière de protection de l'enfance, permettra de donner à cette autorisation le caractère sérieux qu'on est en droit d'attendre. Il ne s'agira donc pas d'une simple formalité bureaucratique. L'autorisation ne pourra jamais être donnée que si le Comité des consultations de nourrissons y consent et elle sera subordonnée aux conditions que ce comité prescrira dans l'intérêt de la santé et de la moralité des enfants.

C'est à l'OEuvre Nationale qu'il incombera d'organiser la surveillance des enfants placés en nourrice ou en garde, comme il est dit à l'article 9. Nous avons pensé qu'au lieu de sanctionner par des peines de police ou des peines correctionnelles l'interdiction stipulée par cet article, il valait mieux, en cas d'inobservation des dispositions qu'il consacre, recourir à l'intervention du juge des enfants, institué par la loi du 15 mai 1912. Dans des cas semblables, la pénalité n'a souvent qu'un effet purement répressif. Or, dans les matières qui nous occupent, c'est avant tout à la prévention et au redressement du mal qu'il importe de penser.

L'article 10 qui prévoit cette procédure donne aux intéressés les garanties de l'appel devant le juge d'appel des enfants, conformément à l'article 32 de la loi que nous venons de citer.

Les consultations de nourrissons répondent à des nécessités d'un ordre absolument général; c'est pourquoi le projet de loi dispose qu'il en sera créé dans toutes les communes du pays. Il n'en est pas de même des autres institutions protectrices de l'enfance que l'œuvre nationale sera appelée à organiser.

Les cantines maternelles et les repas scolaires, notamment, ne paraissent d'une utilité absolue que dans les villes, dans les grandes villes surtout, et dans les centres industriels.

Aussi l'article 11, en ce qui concerne les services d'alimentation des enfants en bas âge, des futures mères et des mères nourrices, ne confère-t-il à l'OEuvre Nationale qu'une simple faculté dont il sera fait usage dans les communes où l'opportunité de pareilles organisations aura été reconnue après enquête. Ces services seront placés sous la direction du Comité des consultations de nourrissons.

Ici encore, comme dans les cas que nous avons envisagés déjà, l'intervention d'office de l'OEuvre Nationale ne sera requise que là où l'initiative privée n'aura point déjà pris les devants.

Lorsque les services d'alimentation dont il s'agit existeront déjà, l'OEuvre Nationale se bornera à les agréer, moyennant qu'ils se conforment aux conditions réglementaires.

L'article 12 règle, d'une manière analogue, la question des repas scolaires. Il prévoit que là où ces repas seront organisés, une alimentation supplémentaire sera donnée aux enfants débiles.

Les repas scolaires seront placés sous la direction et la surveillance d'un comité local qui sera formé d'après les mêmes principes que le comité des consultations de nourrissons et au sein duquel l'administration communale sera également représentée.

Aux termes de l'article 13, les frais des services d'alimentation des enfants en bas âge et des repas scolaires seront supportés pour moitié par la commune et pour moitié par l'État ; mais pour éviter que les finances publiques ne courent le risque d'être engagées sans limites, il sera nécessaire de déterminer un maximum, eu égard aux enseignements de l'expérience. On pourra, par exemple, établir ce chiffre maximum par tête d'enfant bénéficiant des avantages prévus. C'est ainsi qu'a procédé le Comité National de secours et d'alimentation, dans la fixation de ses subsides.

Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de faire du principe de la gratuité, quant à la participation aux œuvres diverses déjà mentionnées, un principe absolu.

La reprise du cours normal de la vie sociale encore troublée actuellement en raison des conséquences de la guerre, nécessitera vraisemblablement la révision des règles observées jusqu'ici par le Département de l'Enfance du Comité National en ce qui concerne les conditions d'admission au bénéfice des prestations fournies.

Dans l'état de bouleversement économique où nous avons été plongés, il a fallu se montrer fort large au sujet de ces conditions. Déjà pourtant, ainsi que les rapports en font foi, la participation à divers avantages a été subordonnée au paiement d'une rétribution minime dans le cas de personnes d'une certaine situation sociale.

Au fur et à mesure que les conditions générales de la vie redeviendront normales, on pourra généraliser cette pratique. Et même dans le cas d'indigence, il ne faudra pas nécessairement abandonner le principe de la rétribution. Seulement, dans ce cas, c'est aux institutions publiques ou privées de bienfaisance qu'il appartiendra d'intervenir, soit par des subventions globales constituant, en quelque sorte, le prix d'un abonnement, soit par des bons individuels délivrés aux intéressés et dont le montant sera remboursé aux œuvres à l'intervention desquelles il aura été fait appel (article 14).

Le projet de loi prévoit, en dernier lieu, l'institution ou l'agrégation, par l'OEuvre Nationale, de colonies d'enfants débiles. Les charges financières afférentes à la constitution et au fonctionnement de ces colonies seront sup-

portées par l'OEuvre Nationale, avec le concours de l'État. Il est impossible d'établir, à cet égard, dans la loi, des règles générales; tout dépendra des circonstances particulières; c'est pourquoi la mesure dans laquelle le Trésor public aura à intervenir devra être déterminée par un arrêté royal (article 15).

En ce qui concerne l'admission des enfants dans les colonies, l'OEuvre Nationale établira un règlement qui n'entrera en vigueur que moyennant l'approbation du Gouvernement (article 16).

L'admission sera gratuite pour les enfants proposés par les comités des repas scolaires et agréés par l'OEuvre Nationale, mais le texte du projet donne aux administrations communales la faculté de proposer l'admission de tous autres enfants âgés de moins de 14 ans, pour autant que les frais d'entretien soient supportés par le budget communal.

Il importe que, dans l'exercice des attributions que la loi leur confère, l'OEuvre Nationale et les différents organismes qui en dépendent prennent soin d'éviter tout ce qui pourrait blesser les convictions religieuses et philosophiques des familles. L'article 17 reproduit, dans ce but, une disposition que nous avons empruntée textuellement à la loi du 15 mai 1912, relative à la protection de l'enfance (article 47).

Enfin, le projet se termine par des dispositions fiscales identiques à celles qui se trouvent dans le projet de loi concernant l'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre (article 18).

Le Ministre des Affaires Économiques,

Henri JASPAR.



PROJET DE LOI

instituant l'Œuvre nationale de
l'Enfance.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des affaires économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE.

Notre Ministre des affaires économiques présentera en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

SECTION PREMIÈRE.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué, sous le nom d'Œuvre nationale de l'enfance, un établissement public dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par arrêté royal, conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 2.

L'Œuvre nationale a pour attributions d'encourager et de développer

WETSONTWERP

houdende instelling van het Nationaal
Werk voor Kinderen-welzijn.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister
van Staathuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

EENIG ARTIKEL.

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen, waarvan inhoud volgt :

EERSTE AFDEELING.

Algemeene schikkingen.

EERSTE ARTIKEL.

Onder de benaming « Nationaal Werk voor Kinderenwelzijn » wordt eene openbare instelling in het leven geroepen, waarvan inrichting en werking zullen geregeld worden, overeenkomstig de schikkingen van onderhavige wet.

ART. 2.

Het Nationaal Werk heeft tot opdracht : De kinderbescherming aan te

la protection de l'enfance, et notamment : de favoriser la diffusion et l'application des règles et des méthodes scientifiques de l'hygiène des enfants, soit dans les familles, soit dans les institutions publiques ou privées d'éducation, d'assistance et de protection ;

d'encourager et de soutenir, par l'allocation de subsides ou autrement, les œuvres relatives à l'hygiène des enfants ;

d'exercer un contrôle administratif et médical sur les œuvres protégées.

ART. 5.

L'OEuvre nationale de l'enfance est subsidiée annuellement par le Trésor public, dans la limite des crédits qui seront à cet effet portés au budget.

Le contrôle de l'emploi des subsides alloués par les pouvoirs publics est réglé par arrêté ministériel.

SECTION II.

Du statut juridique de l'établissement.

ART. 4.

L'OEuvre nationale de l'enfance a la capacité de faire tous les actes juridiques qui, dans les limites tracées par les règlements organiques, sont relatifs à l'accomplissement de la mission légale de l'établissement.

La capacité d'acquérir ou de posséder des immeubles et de recevoir des dons et des legs est toutefois soumise aux restrictions fixées ci-après.

moedigen en te ontwikkelen en o. m. de verspreiding en de toepassing te bevorderen van de voorschriften en wetenschappelijke methodes van kinderen-hygiene, hetzij in de huisgezinnen, hetzij in de openbare of private instellingen voor opvoeding, bijstand en bescherming ;

De werken, welke zich met kinderen-hygiene bezig houden, aan te moedigen en met toelagen of op andere wijze te ondersteunen ;

Bestuurlijk en geneeskundig toezicht te houden over de beschermde werken.

ART. 3.

Het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn ontvangt van de Openbare Schatkist eene jaarlijksche toelage, binnen de grens van de kredieten, welke te dien einde op de begrooting zullen worden ingeschreven.

Het toezicht over het gebruik van de door de openbare machten verleende toelagen wordt bij ministerieel besluit geregeld.

AFDEELING II.

Regeling van den rechtstoestand der instelling.

ART. 4.

Het Nationaal werk voor kinderen-welzijn mag alle gerechtelijke handelingen plegen welke, in de palen aangeduid van de organieke reglementen, de vervulling van de wettelijke opdracht der instelling betreffen.

De machtiging om onroerende goederen aan te werven of te bezitten en giften en erffalingen aan te nemen is evenwel aan hierna bepaalde beperkingen verbonden.

ART. 5.

Ne sont pas considérés comme relatifs à l'accomplissement de la mission légale de l'œuvre, les actes d'acquisition ou de possession d'immeubles, à quelque titre que ce soit, aux seules fins d'en tirer des revenus, ceux-ci fussent-ils affectés à l'objet de cette mission.

ART. 6.

Les donations entre vifs et les legs n'ont d'effet qu'autant qu'ils sont autorisés conformément à l'article 910 du Code civil.

Si la libéralité comprend un immeuble, l'arrêté fixe, le cas échéant, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

SECTION III.

Des institutions à établir par l'Œuvre nationale.

ART. 7.

L'Œuvre nationale de l'enfance établira ou agréera, dans les communes, selon les nécessités locales, une ou plusieurs consultations de nourrissons.

ART. 8.

Les consultations de nourrissons seront, dans chaque commune, placées sous l'autorité d'un comité au sein duquel l'administration communale sera représentée.

Les frais de ces institutions seront supportés pour moitié par la commune et pour moitié par l'État; les subsides

ART. 5.

Worden aanzien als staande buiten verband met de uitvoering van de wettelijke opdracht van het werk, de bij welke wijze ook geschiedende aanwervingen of bezitnemingen van onroerende goederen, waarbij enkel het aanschaffen van inkomsten wordt beoogd, al werden deze zelfs benuttigd tot het doel van deze opdracht.

ART. 6.

Giften onder levenden en erflatingen hebben geene werking als in zover zij toegelaten zijn overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

In geval de gift een onroerend goed betreft, bepaalt het besluit, desvoorkomend, den termijn binnen denwelken het onroerend goed zal worden vervreemd.

AFDEELING III.

Instellingen op te richten door het Nationaal Werk.

ART. 7.

Het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn zal, naarmate de plaatselijke behoeften zich voordoen, eene of meerdere raadplegingen van zuigelingen, in de gemeenten inrichten of aannemen.

ART. 8.

De raadplegingen voor zuigelingen zullen, in elke gemeente, geplaatst worden onder het gezag van een comité waarin het gemeentebestuur zal vertegenwoordigd zijn.

De kosten dezer instellingen zullen, elkeen voor de helft, door gemeente en Staat, gedragen worden; de staats-

de l'État seront accordés par arrêté ministériel.

ART. 9.

Nul ne peut recevoir en nourrice ou en garde, moyennant salaire, des enfants âgés de moins de trois ans, sans une autorisation du collège des bourgmestre et échevins.

Cette autorisation ne pourra être accordée que de l'avis conforme du Comité des consultations de nourrissons. Elle sera subordonnée aux conditions jugées nécessaires, de l'avis de ce Comité, dans l'intérêt de la santé et de la moralité des enfants.

ART. 10.

L'OEuvre nationale organisera la surveillance des enfants placés en nourrice ou en garde comme il est dit à l'article qui précède.

En cas d'inobservation, par les gardiens et nourrices, des dispositions prescrites en vertu de cet article, l'OEuvre nationale de l'enfance dénoncera le fait au Procureur du Roi, sur la réquisition duquel le juge des enfants ordonnera les mesures commandées dans l'intérêt de l'enfant. Appel de la décision du juge pourra être interjetée conformément à l'article 32 de la loi du 13 mai 1912.

ART. 11.

L'OEuvre nationale pourra établir ou agréer, dans les communes où l'opportunité de la mesure aura été reconnue après enquête, des services d'alimentation des enfants en bas-âge, des

toelagen zullen bij ministerieel besluit worden toegekend.

ART. 9.

Geen kind beneden de drie jaar mag, zonder toelating van het college van burgemeester en schepenen, bij eene min of baker uitbesteed worden.

Deze toelating mag slechts verleend worden op eensluidend advies van het Comité voor zuigelingen-raadplegingen. Zij blijft ondergeschikt aan de, naar advies van dit Comité, noodig geachte voorwaarden en dit in het belang van de gezondheid en het moreel welzijn van de kinderen.

ART. 10.

Over de bij eene min of eene baker uitbeteede kinderen zal, zooals gezegd bij voorgaand artikel, door het Nationaal Werk toezicht worden ingericht.

Komen de minnen of bakkers de krachtens dit artikel voorgeschrevene schikkingen niet na, dan zal het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn dienomtrent eene klacht bij den Procureur des Konings indienen. Op dezes eisch zal de kinderen-rechter de in het belang van het kind gevergde maatregelen uitvoerdigen. Tegen 's rechters beslissing zal in hooger beroep mogen worden gegaan, eensluidend artikel 32 van de wet van 13 Mei 1912.

ART. 11.

In de gemeente, waar men, na onderzoek, de gepastheid van den maatregel zal erkend hebben, zal het Nationaal Werk voeding-diensten voor kinderen met jeugdigen leeftijd,

futures mères et des mères nourrices.

Ces services seront placés sous l'autorité du Comité des consultations des nourrissons.

ART. 12.

Des repas scolaires pourront être régulièrement organisés, par les soins de l'OEuvre nationale de l'enfance, comme il est dit au premier alinéa de l'article qui précède. Une alimentation supplémentaire sera, en ce cas, prévue pour les enfants débiles.

Il sera constitué à cet effet, dans chaque commune intéressée, un Comité des repas scolaires, qui assumera la direction et le contrôle du service et au sein duquel l'administration communale sera représentée.

ART. 13.

Les frais des services d'alimentation de l'enfance prévus aux articles 11 et 12 de la présente loi seront supportés pour moitié par la Commune et pour moitié par l'État, dans les limites d'un maximum à déterminer par arrêté royal.

ART. 14.

Hors les cas d'indigence, et sous réserve de l'intervention éventuelle, dans les dits cas, des institutions publiques ou privées de bienfaisance, soit sous la forme de bons individuels, soit sous la forme de subvention d'abonnements, la participation aux avantages accordés par les services de consultation ou d'alimentation visés par les articles qui précèdent, pourra être subordonnée au paiement d'une rétribution dont le montant sera dé-

zwangere vrouwen en zoogende moeders kunnen instellen of aannemen.

Deze diensten zullen geplaatst worden onder het gezag van het Comité voor zuigelingen-raadplegingen.

ART. 12.

Schoolmalen zullen regelmatig door het toedoen van het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn kunnen ingericht worden, zooals gezegd in de eerste alinea van voorgaand artikel. Eene bijkomende voeding voor zwakke kinderen zal, in dit geval, worden voorzien.

In elke betrokkene gemeente zal te dien einde, een Schoolmaal-Comité worden aangesteld, belast met de leiding van en het toezicht over de diensten, en waarin het gemeentebestuur zal vertegenwoordigd zijn.

ART. 13.

De bij artikels 11 en 12 van onderhavige wet voorziene kosten van de kindervoeding-diensten, zullen, elkeen voor de helft, door gemeente en Staat gedragen worden, in de grenzen van een koninklijk besluit te bepalen maximum.

ART. 14.

Buiten de gevallen van behoeftigheid, en onder voorbehoud van gebeurlijke tussenkomst, in gezegde gevallen, van de openbare of private weldadigheidsinstellingen, hetzij onder den vorm van individuele bons, hetzij onder vorm van ondersteunende abonnements, zal men om de door de bij voorgaande artikelen bedoelde raadpleging- of voedingdiensten verleende voordeelen te kunnen genieten, verplicht kunnen worden

terminé par l'OEuvre nationale de l'enfance, sous l'approbation du Gouvernement.

ART. 15.

L'OEuvre nationale de l'enfance instituera ou agréera des colonies d'enfants débiles; elle assumera, avec le concours de l'État, la charge des frais de ces établissements, dans la mesure qui sera fixée par arrêté royal.

ART. 16.

Un règlement spécial établi par l'OEuvre nationale, sous l'approbation du Gouvernement, déterminera le nombre d'enfants admissibles dans les colonies instituées par elle et les conditions d'admission.

Cette admission sera gratuite pour les enfants proposés par les Comités des repas scolaires et agréés par l'OEuvre nationale.

Les administrations communales auront la faculté de proposer l'admission, dans les mêmes colonies, de tous autres enfants de moins de 14 ans, à la condition de supporter les frais d'entretien et de séjour de ces enfants.

ART. 17.

Les autorités protectrices de l'enfance instituées en vertu de la présente loi sont, dans l'exercice des attributions que la dite loi leur confère, tenues de respecter les convictions religieuses et philosophiques des familles auxquelles les enfants appartiennent.

tot de betaling van eene bijdrage te bepalen door het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn, onder goedkeuring van de Regeering.

ART. 15.

Het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn zal koloniën voor zwakke kinderen instellen of aannemen, het zal te zaam met den Staat, den last op zich nemen van de kosten dier inrichtingen, in de maat aangeduid bij koninklijk besluit.

ART. 16.

Een door het Nationaal Werk, onder de goedkeuring van de Regeering, opgemaakt bijzonder reglement, zal het aantal kinderen welke in de door zijn toedoen opgerichte koloniën zullen opgenomen worden, alsook de voorwaarden van opname bepalen.

De door de Schoolmaat-Comiteiten voorgestelde en door het Nationaal Werk aanvaarde kinderen zullen daar kosteloos worden aangenomen.

De gemeentebesturen zullen de aanneming, in dezelfde koloniën mogen voorstellen van alle andere kinderen beneden de 14 jaar, mits de kosten van onderhoud en verblijf dezer kinderen te hunnen laste te nemen.

ART. 17.

De krachtens onderhavige wet aangestelde beschermende overheid voor de kindsheid, zijn bij het volbrengen der haar door gezegde wet opgelegde opdracht, gehouden de godsdienstige en wijsgeerige overtuiging te eerbiedigen van de families, tot dewelke de kinderen behooren.

Dispositions fiscales.**ART. 18.**

Sont exempts des droits de timbres et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution du règlement organique de l'OEuvre nationale de l'enfance.

En ce qui concerne les donations entre vifs et les legs faits au profit de l'établissement, les droits seront fixés conformément aux articles 2, 46 et 47 de la loi du 30 août 1913.

Donné à Bruxelles, le 11 février 1919.

Fiscale schikkingen.**ART. 18.**

De vrijwillige akten en die van willege rechtsmacht betreffende de uitvoering van het organiek reglement van het Nationaal Werk zijn vrij van het zegelrecht en worden kosteloos geboekt bijaldien er tot de registratie dient overgegaan.

Voor hetgeen betreft de giften onder levenden en de erflatingen gedaan ten bate van de inrichting, zullen de rechten worden bepaald overeenkomstig artikelen 2, 46 en 47 van de wet van 30 Augustus 1913.

Gegeven te Brussel, den 11 Februari 1919.

ALBERT.**Par le Roi :**

Le Ministre des Affaires Économi-
ques,

Van 's Konings wege,

De Minister van Staathuishoud-
kundige Zaken,

HENRI JASPAR.

(14)

ANNEXE.

Comité National de Secours et d'Alimentation

DÉPARTEMENT DE L'ENFANCE

RAPPORT**sur l'activité du Département des œuvres de l'enfance.**

CHAPITRE PREMIER.**La situation des œuvres de l'enfance en Belgique avant la guerre.**

Au moment de la déclaration de guerre, l'assistance aux enfants pauvres était confiée en Belgique à la fois aux établissements publics, officiels, commissions des hospices et bureaux de bienfaisance et à la charité privée.

L'assistance publique, organisée légalement chez nous pendant la période révolutionnaire par les lois du 16 vendémiaire sur les Hospices civils et du 7 frimaire an V sur les Bureaux de Bienfaisance, avait au cours du XIX^e siècle fait l'objet de nombreux projets de réforme parmi lesquels le plus important fut sans contredit celui élaboré par la Commission spéciale pour la réforme de la bienfaisance instituée au Ministère de la Justice.

Les travaux de cette Commission ont été publiés, mais n'ont jamais été consacrés par une réforme législative.

La Société belge d'Économie sociale vient de consacrer un rapport à cette importante question.

Le principe fondamental des lois du 16 vendémiaire et du 7 frimaire an V est l'assistance curative c'est-à-dire que l'on vient en aide à l'individu qui se trouve dans une situation de nécessité le mettant hors d'état de pourvoir lui-même à sa subsistance par ses propres moyens, mais sans se préoccuper d'assurer une assistance préventive à celui qui, abandonné à lui-même, se verra nécessairement au bout d'un certain temps dans la nécessité de devoir à son tour recourir à la bienfaisance.

C'est à peine si cette nouvelle conception qui est celle de notre législation de demain s'était fait jour, avant la guerre, en dehors bien entendu des travaux scientifiques et des études des Commissions spéciales, dans quelques circulaires ministérielles permettant par exemple aux bureaux de bienfai-

sance de venir en aide aux mutualités constituant pour leurs membres des pensions de retraite.

La charité privée, libérée des entraves qui empêchent le développement normal de tout organisme officiel s'était, elle, montrée plus progressive et de nombreuses œuvres tout spécialement en matière de protection de l'enfance avaient essayé quelques tentatives d'organiser une bienfaisance préventive.

C'était surtout, dans les centres urbains et industriels, à ces établissements publics et à ces œuvres privées qu'il appartenait d'organiser et de contrôler l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Ceux qui n'étaient pas élevés dans leur propre famille étaient recueillis dans des crèches, tantôt officielles et communales, tantôt privées, subsidiées ou non. De plus, il s'était créé, sur le territoire de la Belgique aujourd'hui occupée, 70 œuvres de consultations de nourrissons qui étendaient leur action aux habitants de 62 communes. Ces œuvres, composées principalement de médecins et de dames charitables, avaient organisé et contrôlaient l'alimentation des nourrissons. Ces consultations et gouttes de lait, ainsi que quelques bureaux de bienfaisance, crèches communales, c'est-à-dire des établissements officiels, étaient affiliés à la Ligue Nationale Belge pour la protection de l'enfance du premier âge.

Les œuvres privées étaient disséminées dans tout le pays. On comptait 18 consultations dans l'agglomération bruxelloise, dont plusieurs avaient un nombre fort restreint de protégés, 6 pour le surplus du Brabant, 6 dans la province d'Anvers, 15 dans la province de Liège, 13 dans la Flandre Orientale, 7 dans la Flandre Occidentale, 14 dans le Hainaut, 2 dans le Limbourg, 1 dans la province de Namur et 1 dans le Luxembourg.

En dehors de l'alimentation de la première enfance, il existait en Belgique une cantine maternelle créée par le bureau de bienfaisance d'Anvers, une autre avait fonctionné quai aux Barques à Bruxelles. Nous aurons l'occasion de revenir sur le fonctionnement de ces organismes et d'en exposer le fonctionnement.

Quant aux enfants plus âgés, plusieurs communes et œuvres privées avaient organisé dans les écoles l'œuvre de la soupe scolaire, mais sans que ce régime put être considéré comme un organisme général étendant son action dans tous les centres où la nécessité s'en faisait sentir. Touchant de près au problème scolaire, l'alimentation des enfants en âge d'école n'avait pas manqué de soulever des problèmes politiques aigus et la lutte scolaire s'était livrée autour de cette œuvre comme autour de l'école elle-même.

Voulant faire disparaître cette situation particulièrement pénible dans le domaine de la charité, la loi scolaire coordonnée du 15 juin 1914 avait modifié les articles 76 et 86 de la loi communale et de la loi provinciale en stipulant que les délibérations des conseils provinciaux et communaux relatives à l'organisation de réfectoires scolaires, de colonies scolaires, de distributions d'aliments ou de vêtements aux enfants des écoles, de subsides pour les œuvres étaient soumises à l'approbation du Roi, chargé de veiller à ce qu'il ne soit fait aucune distinction entre les enfants appelés à bénéficier de ces institutions suivant la catégorie d'écoles qu'ils fréquentent.

A côté de l'alimentation de l'enfance à l'école, quelques œuvres scolaires

avaient organisé le séjour d'enfants à la campagne dans des établissements appropriés, tels que l'Oeuvre du Grand Air, le Cercle Diesterweg à Anvers, les Katholieke Schoolkolonies d'Anvers, etc. Certaines communes avaient elles-mêmes organisé directement ce placement pour les enfants de leurs écoles, comme par exemple la ville de Bruxelles.

CHAPITRE II.

L'Institution de la Section : Aide et Protection aux œuvres de l'enfance, de la Commission d'alimentation de l'enfance et de l'Œuvre Nationale des orphelins de la guerre.

Telle était la situation des œuvres d'alimentation de l'enfance en Belgique au moment où le terrible fléau allait s'abattre sur notre pays. Quel allait être le résultat de ce cataclysme ?

La guerre eut pour effet de compromettre en beaucoup d'endroits l'assistance publique : les communes se trouvaient atteintes dans toutes leurs ressources et, à part les grands centres, pouvaient difficilement faire face aux nécessités ; d'autre part, les œuvres privées qui vivaient des subsides des pouvoirs publics et surtout du produit des cotisations, collectes, fêtes, etc., virent naturellement et brusquement tarir leurs ressources, précisément au moment où la population indigente du pays augmentait considérablement et où, par suite du chômage, la presque totalité de la population ouvrière se trouvait sans travail.

Cette situation allait immédiatement faire naître un nouvel organisme que la nécessité avait fait surgir : le Comité National de secours et d'alimentation.

Dès les premiers jours de septembre 1914 un Comité central s'était constitué à Bruxelles pour secourir et alimenter les populations de l'agglomération bruxelloise ; sollicité, dès les débuts de son existence, par les délégués de nombreuses villes et communes de province de venir en aide aux populations des campagnes en proie à la famine ou plongées dans la misère, il décide bientôt d'étendre son action à l'ensemble du pays.

LL. EE. MM. le Marquis de Villalobar, Ministre d'Espagne, et Brand Whitlock, Ministre des États-Unis d'Amérique, auxquels vint se joindre dans la suite M. van Vollenhoven, Ministre des Pays-Bas, acceptèrent d'accorder leur puissant appui à l'organisme nouveau qui allait assumer une double tâche : introduire dans le pays, avec l'aide de The Commission for Relief in Belgium les denrées indispensables pour l'alimentation de la population civile belge et assurer aux populations réduites à l'indigence par le chômage et le départ de nombreux hommes pour la guerre, les secours suffisants pour leur permettre de subsister. Pour réaliser ce but, à la tête de chaque province, le Comité exécutif constitua un comité provincial et dans chaque commune un comité local de secours et d'alimentation chargé de répartir les vivres entre les habitants et de venir en aide aux populations éprouvées.

Les œuvres de l'enfance, qui ne pouvaient plus continuer leur action, ne

possédant pas les ressources suffisantes, s'adressèrent à ces organismes pour solliciter leur aide.

Cette organisation, toutefois, devait être systématique, il fallait qu'un organisme central concentrât son activité pour venir en aide à toutes les œuvres qui secouraient l'enfance.

La Commission Royale des Patronages instituée par le Ministre de la Justice Jules Le Jeune, le fondateur du mouvement pour la protection de l'enfance en Belgique, se réunit dès le mois de janvier 1915 pour examiner la situation. Le problème alimentaire ne lui apparaissait pas en premier lieu comme le plus urgent ; son activité s'était surtout dirigée avant la guerre vers les œuvres de protection de l'enfance moralement abandonnée, et elle avait premièrement en vue les nombreuses institutions publiques ou privées, d'instruction ou de charité qui avaient recueilli de nombreux enfants et devaient se trouver dépourvues de ressources.

Qu'étaient devenus notamment les milliers d'enfants placés par les juges chez les particuliers ou dans les institutions et pour lesquels plus aucune pension n'était payée depuis le début de la guerre ?

Dès cette séance même, certains membres toutelois soulevèrent la question de l'alimentation de l'enfance et de la situation critique dans laquelle devaient se trouver toutes les œuvres qui, dépourvues de ressources, devaient faire face à une clientèle de jour en jour plus grande.

Après discussion, il fut décidé au cours de cette séance de rédiger un mémoire exposant au Comité National le problème tel qu'il se posait et demandant son appui financier et moral pour la fondation d'un nouvel organisme appelé à secourir ces institutions. Le bureau de la Commission était chargé d'entreprendre avec le Comité National les négociations qui devaient bientôt aboutir à la création de la Section Aide et protection aux œuvres de l'enfance.

Se mettre en action, choisir un local, 66, rue des Colonies, fut l'œuvre de quelques jours et, le 20 février 1915, la nouvelle Section exposait ainsi son programme dans une circulaire adressée à tous les organismes protecteurs de l'enfance dont elle connaissait l'existence : « Venir en aide aux administrations publiques et aux institutions qui étendent leur action aux enfants indigents, orphelins trouvés, moralement abandonnés, malades, arriérés, etc., en un mot, à tous les enfants qui ont besoin d'une aide matérielle et morale. »

La Section voulait réaliser ce vaste programme en respectant l'autonomie des œuvres, mais en leur accordant son appui. Le Comité National sollicité d'accorder son concours financier lui octroya un subside mensuel de 50,000 francs. Avec ce modeste budget, — on croyait cependant que cette somme suffirait amplement à couvrir toutes les nécessités, — la Section entreprit immédiatement ses travaux.

Ce qui avait frappé ses membres, c'est qu'un certain nombre d'œuvres risquaient de se trouver arrêtées dans leur action faute de ressources : d'où l'idée inspiratrice de ses premières décisions et du Comité National lui-même,

l'activité de la Section doit se borner à venir en aide aux œuvres existant avant la guerre; elle s'abstiendra de créer ou de favoriser de nouveaux organismes.

Semblable principe ne devait cependant pas être maintenu longtemps. A peine créée, la Section devait donner le jour à une nouvelle institution : l'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre, dont la création fut décidée à la séance du 16 mars 1918, et aussitôt mise en action en venant en aide aux orphelins des régions sinistrées. Elle avait pour but de secourir les enfants dont le père, soldat ou civil, était décédé à la suite des opérations militaires et qui, de ce chef, avaient droit à une protection tout à fait spéciale.

Au point de vue de l'Alimentation de l'Enfance, toutes les gouttes de lait, crèches et consultations de nourrissons du pays s'adressèrent à la nouvelle section et dès le mois de mars 1918 bénéficiaient ainsi de subsides réguliers et mensuels. Le nombre d'enfants auxquels on venait en aide de cette façon n'était pas encore bien considérable, mais l'impulsion était donnée; elle ne devait plus subir aucun arrêt.

A peine entrée en activité, la Section entrevit, d'une façon nette et précise, quelle forme devait revêtir l'organisation de l'Alimentation de l'Enfance en Belgique. Ne venir en aide qu'aux œuvres existant avant la guerre était chose absolument irréalisable. Comment admettre, par exemple, que les enfants de telle localité qui avant la guerre avaient vu naître des initiatives généreuses seraient favorisés, alors que dans la localité voisine les progrès conçus pendant la guerre ne pourraient être réalisés? L'extension d'un régime alimentaire de l'enfance applicable à tout le pays était devenue une nécessité et c'est ce que la Section, dès le mois d'août 1918, expose d'une façon précise et complète au Comité National. Conscient de la situation, celui-ci accueillit avec bienveillance les nouvelles propositions de la Section et l'autorisa à créer des Consultations de nourrissons et des Gouttes de lait; il décidait deux mois plus tard l'établissement de Cantines d'enfants débiles et de Cantines maternelles, et pour permettre de réaliser ce programme, il porta successivement son subside à 100,000 francs, 150,000 francs et 200,000 francs.

Une chose importante restait à réaliser pour achever ce programme : l'alimentation scolaire. Les œuvres de soupe scolaire existant avant la guerre avaient pu se maintenir dans la plupart des localités grâce à des subsides des Comités provinciaux de secours et d'alimentation et à l'intervention communale : c'était le cas notamment pour Bruxelles. Mais cette action était isolée : il importait de l'étendre, de la généraliser en lui accordant un puissant encouragement financier. La Section exposa le projet au Comité National qui, après quelques hésitations motivées par l'importance de la dépense, accueillit celui-ci et décida l'instauration du Repas-Scolaire.

Désirant, en raison de l'importance prise par l'alimentation de l'enfance dans les rouages du Comité, confier celle-ci à un organisme spécialement approprié, le Comité National décida la création de la Commission de l'Alimentation de l'Enfance qui centraliserait tout ce qui concerne cette partie

de l'activité de la Section, laissant à celle-ci l'aide aux orphelinats, sociétés protectrices d'enfants martyrs, comités de patronage des enfants moralement abandonnés, distinguant de la sorte les œuvres de placement des œuvres de l'alimentation.

La Commission d'Alimentation de l'Enfance commença son action le 1^{er} juillet 1916 en organisant systématiquement le repas scolaire; grâce au concours de spécialistes et en particulier de médecins appliqués depuis longtemps à l'alimentation de l'enfance, la Commission d'Alimentation de l'Enfance allait pouvoir étendre considérablement son programme. La création du repas scolaire, l'augmentation du barème des subsides aux œuvres d'alimentation de la première enfance, cantines d'enfants déjà débiles, cantines maternelles, augmentation justifiée par le rencherissement du prix de la vie, allait faire monter le budget du Comité National pour l'alimentation de l'enfance de 200,000 francs par mois à plus de 4,000,000 de francs.

Ainsi devait être réalisée la plus grande partie du programme de la protection de l'enfance par le Comité National, tel qu'il devait être conçu pendant la guerre. Il ne restera qu'à y ajouter les colonies d'enfants débiles dont je parlerai ensuite; je crois pour le moment nécessaire d'entrer dans le détail et d'exposer une façon générale le mode de fonctionnement du Département de l'Enfance et des organismes qui en dépendent.

CHAPITRE III.

Les Œuvres d'alimentation de l'enfance.

1. *Gouttes de lait, Consultation de nourrissons et crèches.*

Examinons maintenant successivement les diverses institutions d'alimentation de l'enfance créées à l'intervention du Comité National ou subsidiées par lui.

En tout premier lieu les *Œuvres d'alimentation de la première enfance*.

Ces organismes sont destinés à venir en aide aux enfants âgés de moins de trois ans. Comment sont-ils constitués? La base essentielle est médicale et scientifique. Pas une œuvre d'alimentation de l'enfance à laquelle ne soit annexée une consultation de nourrissons. Cette consultation est organisée par un médecin qui surveille attentivement les progrès de l'enfant. Le principal moyen de contrôle est la pesée; celle-ci a lieu tous les quinze jours pendant la première année de la vie de l'enfant, elle est souvent plus espacée dans la suite. Un diagramme est tenu pour chaque enfant, permettant de comparer sa courbe de pesée avec la courbe normale; régulièrement tenu à jour, le diagramme permet de suivre le développement de l'enfant et de surveiller sa croissance; le médecin note de plus les changements de régime et peut

apprécier l'influence que ces changements produisent sur la santé de son protégé.

Ce régime médical est l'essence des œuvres créées par le Comité National. Il est une condition *sine qua non* du subsidé attribué à l'œuvre; il l'est également du secours accordé à l'enfant : celui-ci doit assister régulièrement à la consultation. Celle-ci s'étend d'ailleurs non seulement à l'enfant, mais à la mère; c'est le médecin qui détermine si la mère est en état de nourrir l'enfant, quel est le régime qu'elle doit suivre, si elle peut être admise à la cantine maternelle ou si l'enfant doit recevoir l'alimentation artificielle.

L'allaitement maternel est à la base de toute consultation de nourrissons. Le rappel du devoir de la mère en cette matière est une des tâches principales que doit assumer le médecin ainsi que les dames qui l'aident dans la réalisation de l'œuvre.

Quel est le régime alimentaire dans les œuvres d'alimentation de l'enfance? Ce régime est, disions-nous, établi par le médecin pour chaque enfant ou chaque mère; il suit toutefois certaines lignes directrices qui sont basées sur la croissance et l'état de santé d'un enfant normal.

Si l'enfant est alimenté par la mère, celle-ci est inscrite à la cantine maternelle — dont nous développerons tantôt l'organisation, — à moins que, dans la localité aucune cantine ne soit établie ou qu'en raison d'une situation spéciale, — telle la présence dans la famille d'un grand nombre d'enfants qui ne peuvent être efficacement surveillés à la maison, — la mère ne puisse se rendre régulièrement à la cantine; dans ce cas il lui est remis, pour être consommé à domicile, une préparation à base de lait et de farineux dénommée *lactigène*. Ce produit offre l'avantage d'être consommé effectivement par la mère, alors que la remise de tout autre aliment, tel le lard, le riz, etc., offre le grave danger d'être partagé entre les membres de la famille.

Il faut que le lait transporté au local de la Goutte de lait y soit contrôlé, bouilli, mis en bouteilles et distribué par le personnel de l'œuvre.

La Goutte de lait s'adresse à des laitiers qui acceptent la surveillance de l'étable et la vérification du lait, la surveillance sur la santé des animaux, la propreté des locaux, le soin avec lequel on fait la récolte du lait, le mode de transport. Le lait est porté à l'œuvre en cruches fermées et vérifié à l'autodensimètre.

Des tourteaux sont mis, par le Comité National, à la disposition des fermiers qui acceptent son contrôle et livrent du lait aux œuvres de l'enfance.

À la réception au local, le lait est bouilli le plus tôt possible, s'il n'a pas été préalablement préparé dans une laiterie *ad hoc*. Une fois bouilli, ce lait est réparti immédiatement dans les bouteilles qui servent à le distribuer au dehors : la distribution en petits flacons dosés n'a pu être généralisée, en raison de la pénurie du verre; aussi a-t-on dû souvent employer des moyens de fortune, soit des bouteilles à bouchons mécaniques, soit des flacons d'eau minérale à bouchon à vis, soit même des récipients divers apportés par les mères et remplis de lait par le personnel de l'Œuvre. Dans ce cas, des mesures spéciales sont prises pour permettre le lavage facile et protéger,

autant que possible, l'ouverture du récipient contre les poussières de la route.

Tout ce travail est accompli par des dames volontaires qui, organisées par équipes, viennent régulièrement assurer le service de la Goutte de Lait ; la présidente ou la directrice d'équipe assume la responsabilité du service, contrôle la distribution des vivres, le pointage des présences, la vérification des rations. Ces dames, au dévouement desquelles il n'a jamais été fait appel en vain, aident encore le médecin dans l'organisation de la Consultation. Elles travaillent également au fonctionnement de l'Oeuvre en donnant aux mères des conseils précis pour combattre les préjugés par trop répandus dans le peuple, pour donner des conseils d'hygiène et de propreté, pour la préparation et la conservation des aliments, etc. De nombreuses œuvres ont, de plus, organisé la surveillance à domicile pour s'assurer si les prescriptions relatives aux soins donnés à l'enfant sont bien observées ; elles signalent au médecin les mères qui sont en défaut et indiquent, sur la carte de l'enfant, les points sur lesquels il y a lieu d'attirer l'attention de la mère.

Telle est, sommairement exposée, l'organisation de la Goutte de Lait et de la Consultation de nourrissons.

La question du ravitaillement de ces œuvres a également dû être examinée de très près, en raison de la pénurie des denrées alimentaires.

D'abord le lait ; les œuvres, avec l'aide du Comité National et des Comités provinciaux, ont cherché à s'assurer chez les fermiers le lait indispensable à leur fonctionnement. L'usage de lait frais étant avant tout recommandable, il a été conseillé de faire emploi de ce produit dans toute la mesure du possible. Dans les grands centres et dans quelques localités industrielles ont été installées des vacheries. Grâce à l'importation de nombreuses vaches hollandaises et à des achats faits dans le pays, un grand nombre d'œuvres purent être ravitaillées et recevoir pour leurs protégés un aliment de premier ordre, du lait plein et contrôlé et pour suppléer à l'insuffisance du lait de vache, du lait condensé ou évaporé fut importé en grande quantité dans le pays. En 1917, 24,721 tonnes de lait condensé avaient été introduites, ce qui représente 1,185,208,000 boîtes de lait, soit approximativement 3,500,000,000 litres de lait redevenu liquide.

Les autres produits nécessaires pour l'alimentation des nourrissons furent aussi importés ou préparés par le Comité National : ces aliments sont à la base de farines de diverses espèces ; farine de blé, de pois, de haricots ou de lentilles, également importés par le Comité National, et de sucre : ce dernier produit n'appartenant pas au Comité National, comme tout aliment indigène, des arrangements durent être pris avec l'autorité ennemie qui, à maintes reprises, contraria vivement l'action des œuvres.

Mais, dira-t-on, quel qu'important que soit le nombre de consultations et de gouttes de lait créées dans la partie occupée de la Belgique, cette organisation n'englobe pas l'ensemble des localités où se trouvent des enfants malheureux et ceux-ci y sont exposés à n'avoir pas les secours indispensables. Il ne faut pas oublier à cet égard que dans chaque localité, de si minime impor-

tance soit-elle, il existe un comité local de secours et d'alimentation régulièrement organisé et distribuant des secours à tous les indigents. Les enfants domiciliés dans son ressort y ont droit au secours sous forme de bons de lait valables chez un fermier; il en est de même de l'alimentation des mères-nourrices et des futures-mères. Ce qui lui fera défaut dans semblable localité c'est l'assistance médicale préventive et la pesée, c'est-à-dire la consultation, ainsi que le contrôle de la distribution des aliments qui seuls sont assurés dans les œuvres. L'assistance médicale en cas de maladie de l'enfant indigent fonctionne également dans tout le pays sans exception.

Les résultats sont d'ailleurs suffisamment probants; d'après les statistiques de la mortalité infantile que nous possédons pour certaines localités du pays : Bruxelles, Anvers, la région de Charleroi, la mortalité infantile s'est considérablement affaiblie dès l'instauration des œuvres.

Dans la même catégorie d'œuvres nous devons mettre les *crèches* : le chômage de nombreux ouvriers ne rendait pas nécessaire l'extension de cette œuvre. La place de l'enfant est au sein de la famille, où il reçoit les soins maternels, et non à la crèche. La mère n'étant plus, par la force des choses, obligée d'abandonner le foyer pour accomplir son travail, le placement de l'enfant n'est, en principe, plus nécessaire. Les crèches existantes, continuèrent toutefois leur action et furent largement subsidiées par le Comité : une seule nouvelle institution de cette catégorie dut être établie à Dinant : les événements de la guerre ayant eu pour conséquence de laisser à l'abandon de nombreux enfants de tous âges; les trop petits pour être confiés à l'orphelinat furent recueillis dans une crèche construite toute entière par la Section des Abris Provisaires du Comité Provincial de Namur.

Que coûte, sur les bases indiquées ci-dessus, l'alimentation d'un enfant? Le prix de la ration journalière a beaucoup varié selon les années de la guerre. Pendant les premiers mois de 1918, cette alimentation représentait une dépense que l'on pouvait évaluer, dans les villes, à fr. 0.70. L'augmentation extraordinaire du prix du lait et la progression, moins faible, il est vrai du prix de la farine ont fait porter la dépense, approximativement, fin 1918, à fr. 1.50 par jour.

La Commission d'Alimentation de l'enfance a tenu compte de cet accroissement dans son barème de subside. Je crois utile de noter ici l'idée fondamentale adoptée par le Comité National en matière d'octroi de subsides : une partie de la dépense doit être laissée à charge de l'effort local, c'est-à-dire qu'elle est couverte par des ressources obtenues sur place : dons, cotisations, subsides communaux, etc. Le Comité National intervient pour aider les œuvres, et non pour se substituer à elles et prendre leur action à charge.

En matière d'œuvres d'alimentation de l'enfance, il a toujours été admis que le Comité National accorderait un subside se montant au tiers de la dépense, le Comité provincial de secours et d'alimentation couvre un second tiers, la troisième part étant à charge de l'effort local.

Bien entendu, pour assurer un contrôle des dépenses, il importait de fixer un maximum de subside, qui ne pourrait être dépassé; ce maximum, établi

au début sur la base de fr. 0.40 par jour-enfant, est fixé actuellement à fr. 0.50, ce qui représente approximativement le tiers du prix de la ration, dont la valeur peut être établie, comme je l'ai dit tantôt, à fr. 1.50.

D'après ces bases, le Comité National a accordé des subsides aux œuvres de la première enfance qui s'élèvent à la somme de fr. 8.188,105.57. A cette somme doivent s'ajouter les subsides des comités provinciaux de secours et d'alimentation qui s'élèvent au moins au même chiffre et des interventions de comités locaux. On peut assurer que l'alimentation de la première enfance a coûté au Comité National la somme de 16.000,000 de francs environ.

En 1918, 768 communes étaient régulièrement desservies par une consultation de nourrissons ou une goutte de lait scientifiquement organisée et le nombre d'enfants qui à cette même date étaient ainsi alimentés s'élevait à 90,130.

2. *Les Cantines maternelles.*

Les cantines maternelles viennent se joindre aux gouttes de lait et consultations de nourrissons. Ainsi que je le disais plus haut, la Goutte de lait doit avant tout favoriser par tous les moyens possibles l'allaitement maternel : elle ne peut le faire par voie de distributions de denrées consommées à domicile que dans le cas où l'organisation d'une cantine maternelle est chose impraticable en raison de certaines circonstances de fait. La Ligue Nationale Belge pour la Protection de l'enfance du premier âge, pendant ses dix années d'existence antérieures à la guerre (1904-1914), avait été préoccupée de cette question, mais n'avait pas réussi à la résoudre. La guerre mit le Comité National en présence de ce problème dont la solution était d'autant plus impérieuse que l'alimentation générale, sous forme de soupe ou d'aliments distribués aux indigents, était insuffisante pour les femmes enceintes et les mères nourrices qui avaient la charge de deux existences.

La distribution par l'œuvre de bons permettant aux mères de se procurer du lait, des œufs, du lard, de la viande, des pois ou haricots, etc., chez les commerçants de la localité, est fautive. L'aliment ainsi acquis est loin d'être complètement utilisé par la nourrice ou la future-mère à laquelle il est destiné. Cette méthode est à condamner; elle ne peut intervenir que très exceptionnellement lorsque le domicile de la mère est trop éloigné de la goutte de lait.

Il est possible de fournir à la mère-nourrice ou à la future-mère l'aliment qui aura l'heureuse influence sur sa santé et la lactation et qui ne servira qu'à elle, étant donné que l'enfant ne veut pas le prendre; c'est le lactigène, dont je parlais précédemment.

Mais le système incontestablement le meilleur est celui de la cantine maternelle où les futures-mères et les mères-nourrices reçoivent journellement, de préférence à onze heures, le repas complet composé de soupe nutritive, d'un plat de viande, légumes ou pommes de terre, d'un plat farineux (riz au lait, flocons de maïs, aliment genre phosphatine, etc.) et d'un verre de bière légère.

Ce repas est accordé aux futures-mères à partir du 5^e mois de la grossesse et aux mères-nourrices jusqu'au 9^e mois après l'accouchement. L'alimentation de l'enfant ayant fortement affaibli la santé de la mère, il a été décidé récemment par la Commission d'Alimentation de l'Enfance que la mère pourrait continuer à recevoir le repas pendant le mois qui suit le sevrage.

Ici encore le contrôle médical est exigé : chaque cantine maternelle est pourvue d'un médecin qui surveille la santé de la mère et de l'enfant, donne les conseils d'hygiène indispensables pour l'élevage de l'enfant, examine si la mère continue à nourrir, etc.

Avant la guerre, le bureau de bienfaisance d'Anvers avait, en Belgique, ouvert une cantine maternelle. Une autre tentative très intéressante avait été réalisée par la Consultation du quai aux Barques à Bruxelles. Actuellement, les cantines maternelles desservent l'ensemble de la population indigente de 473 localités, venant ainsi en aide à 7,769 futures-mères et à 13,946 mères-nourrices.

Le principe du subside est le même que pour les gouttes de lait ; le maximum d'intervention est fixé à fr. 0.50 par repas, ce qui représente une dépense d'environ fr. 1.50 par mère et par jour.

Les subsides du Comité National pour les cantines maternelles atteignaient la somme de fr. 1,885,140.28.

3. *Les Cantines d'enfants débiles.*

Les Cantines d'enfants débiles complètent cette organisation. Elles sont destinées à venir en aide aux enfants de 3 à 17 ans spécialement affaiblis par la guerre ; l'adulte a, pour se soutenir au milieu de la crise que nous traversons, des réserves de forces que ne possède pas l'enfant en pleine période de développement. Aussi les enfants débiles devaient-ils, au milieu des circonstances présentes, faire l'objet d'une attention particulière. Ces enfants reçoivent comme toute unité belge indigente la ration ordinaire, notamment le pain et la soupe populaire, mais en plus de cela, il leur est accordé un repas supplémentaire composé de soupe, un plat de viande avec légumes ou pommes de terre et un dessert sucré : riz, céréaline, etc.

Ce repas est servi dans une cantine ; il doit être consommé sur place. C'est, en effet, le seul moyen d'assurer le contrôle de la consommation réelle des aliments par l'enfant, toute autre disposition ayant, dans la plupart des cas, comme conséquences le partage des aliments entre les membres de la famille. Le repas ne peut être emporté que lorsque l'enfant se trouve, en raison de son état de santé, dans l'impossibilité matérielle de se rendre à la cantine. Cette impossibilité doit être constatée par le médecin ou l'infirmière de l'œuvre.

Comment se fait le recrutement de ces enfants ? Par un examen médical auquel il est procédé par un médecin de l'œuvre : celui-ci décide si l'enfant peut être reconnu comme débile. De plus, un examen périodique a lieu pour décider si, en raison de l'amélioration de son état de santé, l'enfant doit continuer à bénéficier du régime de la cantine spéciale.

Comme les cantines maternelles, les cantines d'enfants débiles sont organisées dans l'ensemble du pays par des comités de dames qui assurent journellement la préparation et la distribution du repas dans des locaux appropriés.

L'OEuvre des cantines de débiles, de constitution plus récente, n'a pas pu prendre la même extension que les gouttes de lait et les cantines maternelles : la nécessité de semblable organisme se fait moins sentir en dehors des grands centres et des régions industrielles.

Le nombre de localités desservies s'élève à 435; 112,040 enfants y bénéficiaient d'un repas quotidien substantiel.

Le prix d'entretien dans ces cantines est quelque peu inférieur à celui des cantines maternelles. Il a fort varié avec les années de guerre en raison du renchérissement constant du prix de la vie. Lors de l'institution de l'OEuvre à Bruxelles, au mois d'avril 1915, le repas coûtait approximativement fr. 0.20, il atteint maintenant fr. 1.50 environ. Les subsides de la Commission d'alimentation de l'enfance ont suivi la même progression : ils atteignent maintenant le tiers de la dépense avec maximum de fr. 0.50 par jour-enfant, ce qui correspond à une ration d'un prix de fr. 1.50. Le total de la dépense pour le Comité National s'élevait fr. 5,921,888.72.

4. Le repas scolaire.

La quatrième catégorie importante d'institutions créées ou subsidiées par la commission d'alimentation de l'enfance est celle des repas-scolaires. Avant la guerre, il existait dans certains centres des œuvres de soupes scolaires dues à l'initiative des communes ou à des œuvres essentiellement privées. La déclaration de guerre eut pour effet de compromettre l'existence de cette œuvre dans un certain nombre de localités, les ressources faisant défaut; dans d'autres endroits, les institutions existantes se transformèrent, et c'est ainsi que se créa, à Bruxelles, au mois d'août 1914 la Soupe aux enfants des miliciens. Les Comités provinciaux de Secours et d'Alimentation, dès leur création, s'étaient mis d'accord avec les communes pour subsidier un certain nombre d'œuvres comme la Soupe scolaire de Bruxelles ou le Dîner scolaire d'Ixelles, mais il fallait que le Comité National prenne la chose en mains pour subsidier ces œuvres et se livrer à une propagande active en vue d'assurer la généralisation de cette institution. La décision fut prise au mois de juin 1916 et fut même, comme nous l'avons dit, l'occasion de la création de la Commission d'Alimentation de l'Enfance. Par l'intermédiaire des Comités provinciaux de Secours et d'Alimentation, tous les Comités locaux furent sollicités de créer les œuvres du Repas-scolaire et au bout de quelque mois la nouvelle institution avait pris un caractère presque général.

Pour faciliter l'acquisition du matériel nécessaire, le Comité National décida d'accorder une intervention se montant aux deux tiers de la dépense : le total pour frais d'installation se monte à fr. 812,065 16, ce qui représente une dépense totale de plus de 1,200,000 francs. Cette dépense offre un intérêt tout particulier par le fait que le matériel acquis pour le Repas-sco-

laire : douches, assiettes, bols, couverts, etc. subsistera pour la plus grande partie après la guerre.

Comment le repas-scolaire est-il organisé? Il s'agit d'un repas supplémentaire, en ce sens qu'il est accordé à l'enfant en sus de la ration ordinaire. C'est pour qu'il soit réellement un supplément que la Commission d'Alimentation de l'Enfance a insisté pour le voir distribuer à une heure où il ne pouvait coïncider avec le repas principal de la journée, que l'enfant consommait à domicile.

Le repas est distribué gratuitement à tous les enfants fréquentant l'école gratuite qui en font la demande : aucune distinction ne peut être établie entre les écoles, et c'est précisément une de ces conditions de l'octroi d'un subside que le repas soit accessible à tous les enfants de la localité. Le repas est donné à l'école même ; l'organisation de l'œuvre est placée sous la direction du Comité local de secours et d'alimentation, dont certains délégués sont spécialement chargés de la surveillance du repas-scolaire.

Ici encore le principe de la surveillance médicale doit être admis, aucune œuvre ne pouvant fonctionner sans cette condition. Toutefois, sa réalisation est beaucoup plus large que dans les œuvres d'alimentation de la première enfance, cantines maternelles ou cantines d'enfants débiles, la mission du médecin se bornant avant tout aux prescriptions générales de l'hygiène, à la valeur nutritive et au choix des aliments préparés pour le repas.

Qui peut être admis au repas scolaire? Tout enfant rentrant dans les limites d'admission à l'école gardienne, c'est-à-dire âgé de 3 à 6 ans, ou à l'école primaire, c'est-à-dire âgé de 9 à 14 ans peut y être admis. On y ajoute également les enfants fréquentant les écoles professionnelles sérieusement organisées et agréées par la Commission d'Alimentation de l'Enfance même s'ils ont dépassé l'âge de 14 ans.

De quoi se compose le repas-scolaire? La Commission d'Alimentation de l'Enfance a estimé au début qu'en cette matière on ne pouvait imposer de conditions précises et qu'il fallait tenir compte des nécessités et des disponibilités locales. Toutefois, un principe général a été admis, c'est la distribution d'un petit pain communément dénommé la couque scolaire ; elle se compose notamment d'une quantité de farine correspondant à 70 grammes de pain et 5 grammes de saindoux. Le prix en est fixé actuellement à 10 centimes. Quand le Comité National a disposé de farine blanche, celle-ci a spécialement été affectée à la confection des couques. Dans le but d'assurer le contrôle de l'emploi de la farine, certains comités provinciaux fabriquent les couques ou des biscuits en régie ; pour permettre plus facilement l'envoi vers les localités éloignées, on a examiné la confection de biscuits, mais cette question n'est pas encore arrivée à son point de réalisation complète.

La fabrication de la couque scolaire nécessite l'importation mensuelle de 2,000 tonnes de farine blanche.

Outre la couque, le repas se compose actuellement, quatre jours par semaine de cacao au lait et trois jours de torréaline au lait.

Les subsides accordés par la Commission d'Alimentation de l'Enfance

se montent aux deux tiers de la dépense avec maximum de quinze centimes par repas.

Sur cette base, la dépense représente pour le Comité National une somme mensuelle de plus de 3,000,000 de francs. Depuis le début de l'activité de ce service, la dépense avait atteint le chiffre de 35,374,836.77 francs. A la même date 1,174,163 enfants recevaient journellement le repas-scolaire gratuit ; ce chiffre se décomposait comme suit :

265,724 enfants âgés de 3 à 6 ans fréquentant les écoles gardiennes,
858,003 enfants âgés de 6 à 14 ans fréquentant les écoles primaires et
50,436 enfants âgés de plus de 14 ans fréquentant les écoles professionnelles agréées par la Commission d'Alimentation de l'Enfance.

Le repas fonctionne maintenant dans 2,067 localités de la Belgique occupée : toutes les communes de quelque importance et qui ne sont pas exclusivement agricoles sont desservies par cette œuvre.

Dès son installation, le repas scolaire fit sentir son effet bienfaisant sur la population infantile belge, au point que de nombreux vœux furent émis tendant à voir ce repas étendu aux écoles payantes, de façon à faciliter spécialement l'alimentation des enfants des familles éprouvées par la guerre, en mettant quelques aliments à leur disposition pour un prix modique. Aussi la Commission de l'Alimentation de l'Enfance examina-t-elle le moyen

d'étendre le bénéfice du repas aux écoles payantes, mais moyennant paiement. Dès que cette décision fut adoptée, de nombreux établissements ayants demandèrent immédiatement à pouvoir bénéficier de tout ou partie de ce repas et notamment de la soupe ; dans l'agglomération bruxelloise, celle-ci est actuellement distribuée dans la presque totalité des établissements payants.

3. *Les Colonies d'Enfants débiles.*

Tel est donc le programme arrêté et réalisé par la Commission d'Alimentation de l'Enfance du Comité National de Secours et d'Alimentation. Je le résume en deux mots :

1° Alimentation des enfants âgés de moins de 3 ans dans les gouttes de lait, consultations de nourrissons et crèches ;

2° Alimentation supplémentaire des mères-nourrices et des futures-mères dans les cantines maternelles ;

3° Alimentation des enfants âgés de plus de 3 ans dans les repas-scolaires constituant un supplément à l'alimentation ordinaire ;

4° Alimentation des enfants débiles âgés de plus de 3 ans, dans les cantines d'enfants débiles, constituant un second supplément d'alimentation pour cette catégorie de protégés.

Au début de l'année 1917, ce programme devait être complété par la création des *Colonies d'enfants débiles*. La rareté des vivres, occasionnée par la réduction momentanée des importations, devait avoir une répercussion immédiate sur la santé des enfants belges. J'ai exposé comment, dans les cantines d'enfants débiles, on était parvenu à résoudre la question de

l'alimentation de cette catégorie d'enfants; toutefois, l'accroissement de la tuberculose menaçant spécialement la jeunesse et pouvant ainsi compromettre la reconstitution de la race après la guerre, devait inciter le Comité National à rechercher de quelle façon une solution pouvait être trouvée à cet important problème. Cette solution ne pouvait consister qu'en l'envoi à la campagne des enfants spécialement affaiblis par la guerre, pour qu'ils puissent y bénéficier d'une cure d'air et d'un régime de suralimentation.

Avant la guerre, il existait des œuvres s'occupant d'envoyer à la campagne, pendant un séjour plus ou moins long, des enfants dont l'état de santé laissait à désirer, pour qu'ils pussent s'y refaire au grand air; un certain nombre de ces institutions possédaient des villas au bord de la mer; je ne pourrais les citer toutes ici; qu'il me suffise de rappeler l'OEuvre du Grand Air pour les petits, la Préservation de l'enfance contre la tuberculose, dont le siège était à Bruxelles, le cercle Diesterweg's Hulpkas voor behoeftige kinderen et les Katholieke Schoolkolonies d'Anvers.

Sous les auspices du Comité National, l'OEuvre nationale des orphelins de la guerre avait envoyé à la campagne certains de ses protégés affaiblis par les privations, en faisant entente avec divers établissements, notamment la Villa Scolaire d'Ixelles à La Hulpe, l'Institut Sainte-Élisabeth à Rixensart, et les deux puissantes sociétés anversoises dont je viens de rappeler les noms. Ce n'était, toutefois, qu'un embryon de la question et l'œuvre devait nécessairement prendre une extension considérable.

Comment pouvait-on résoudre la question du placement à la campagne? La première solution qui se présentait était évidemment l'entente avec les établissements existants qui pouvaient diriger leur activité spécialement de ce côté et étendre leur programme d'action. C'est ce que fit le Comité National en faisant choix d'établissements spécialement appropriés, construits en tenant compte des exigences de l'hygiène moderne. Ce furent l'Institut Saint-Nicolas à Zuen, où pouvaient être abrités plus de 500 garçons, l'Institut Sainte-Élisabeth à Rixensart, érigé pendant les années qui précédèrent immédiatement la guerre pour venir en aide à l'enfance souffrante, où 200 fillettes pouvaient être placées, l'Institut Notre-Dame des VII Douleurs à Wesembeek pour 150 filles, le Pensionnat Saint Thomas de Villeneuve à Lustin pour 50 filles, la Villa Scolaire du Cercle Diesterweg à Heide-Calmphout pour 75 filles et 75 garçons, les villas de l'OEuvre des Katholieke Schoolkolonies à Vlimmeren et à Berlaer pour 100 garçons et 125 filles.

Quelque important que peut paraître le nombre d'enfants ainsi appelés à faire un séjour en colonie, il était absolument inférieur à ce qu'exigeait la situation présente. Devant l'impossibilité de trouver, en nombre suffisant, des établissements pouvant héberger les enfants débiles, il restait à en créer d'entièrement nouveaux. On pensa d'abord profiter d'installations où l'on pouvait trouver tout le mobilier préparé, les hôtels de certaines localités de villégiature des Ardennes; cette idée ne put être réalisée, les hôtels dont on pouvait ainsi disposer étaient situés pour la plupart dans des localités aux communications très difficiles, spécialement dans le Luxembourg et la pro-

vince de Namur, d'où des frais énormes pour le transport des enfants et la surveillance nécessairement difficile. De plus, ces hôtels n'étaient pas suffisamment vastes, on aurait disposé au plus d'une cinquantaine de lits d'adultes et les frais généraux de semblables installations auraient nécessairement été trop élevés.

Il ne restait dès lors qu'à songer aux châteaux vides, dont les propriétaires étaient absents et dont on pouvait obtenir gratuitement la mise à la disposition du Comité National. Deux centres furent spécialement choisis pour cette organisation : Anvers et Namur. Ces deux villes sont, en effet, d'accès facile ; un assez grand nombre d'habitants les ont désertées à la suite des opérations militaires et des immeubles vastes et spacieux étaient offerts pour la réalisation de l'idée émise par le Comité National. De plus, celui-ci pouvait compter sur la collaboration active et dévouée des comités provinciaux d'Anvers et de Namur qui avaient déjà fait preuve d'un intérêt tout spécial pour les œuvres de l'enfance.

L'aménagement des colonies dans quelques immeubles situés dans d'autres régions fut également examiné, soit pour pouvoir faire bénéficier d'un séjour les enfants de régions avec lesquelles les communications étaient impossibles, comme Bruges et Tournai, soit parce que certains immeubles paraissaient se prêter d'une façon particulièrement propice à l'installation d'une colonie.

Je crois utile de signaler la bienveillance de ces nombreux propriétaires d'immeubles qui montrèrent un véritable empressement à mettre ceux-ci à la disposition du Comité. Mais si grâce à cette obligeance l'obtention d'immeubles était chose facile, la question n'avait pas ainsi trouvé son entière solution ; il fallait, en effet, meubler entièrement ces châteaux, y installer les dortoirs avec lits, literies, les réfectoires, salles de jeux, cuisines, se procurer tout le matériel nécessaire pour la préparation et la distribution des repas, assurer l'éclairage et le chauffage, recruter le personnel nécessaire, tant pour la direction et la surveillance que pour le travail matériel. Toute cette vaste tâche, singulièrement compliquée, notamment par les difficultés du transport et le manque de matières premières, put être réalisée en un temps entièrement court ; qu'il me suffise, à cet égard, de donner deux exemples : la première colonie de cette espèce, le château de List à Schooten, dont l'installation avait été décidée au début de janvier 1917, fut ouverte le 20 février de la même année ; le château d'Erpent-Val, le dernier installé, était meublé et habité par 125 enfants huit jours après avoir obtenu du propriétaire sa mise à la disposition du Comité National.

Comment ces colonies sont-elles organisées ? Un premier choix d'enfants débiles a été opéré par le recrutement pour les cantines : parmi ces enfants, un second choix doit permettre de dresser la liste des plus débiles qui seront envoyés en colonie. Ce choix est fait par le médecin de la cantine, qui dresse une feuille d'observations constatant l'état de santé de l'enfant et certifie qu'il est exempt de toute affection contagieuse. Ainsi recrutés, les enfants partent pour la colonie ; ils sont, à cet effet, groupés par contingents d'une même localité ou d'une même région, puis dirigés par chemin de fer ou par vicinal vers la colonie. Ces transports sont, en ce moment, fort pénibles ;

cependant grâce à l'obligeance de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux et des Sociétés de tramways et de bateaux qui assurent le transport gratuit de nos enfants, le service put être facilité, mais pendant l'occupation les lignes vicinales se firent de jour en jour plus rares.

Toujours pour rendre ces transports moins pénibles, le Comité National a sollicité et obtenu le concours d'établissements qui à Bruxelles, Anvers, Charleroi et Namur, acceptent d'héberger les enfants de passage ; je citerai notamment le refuge « l'Initiative féminine », rue Guimard, et les Hospices civils d'Anvers.

Dès l'arrivée en colonie l'enfant subit un nouvel examen médical, la surveillance médicale étant à la base de l'organisation de ces établissements ; il prend un bain complet, est pesé et toisé et son trousseau est complété au moyen du vestiaire de la colonie.

Le régime alimentaire est le suivant : cinq repas par jour ; le déjeuner du matin, le repas-scolaire à 10 heures, le dîner à midi, comprenant soupe, viande avec pommes de terre et légumes, le goûter à 4 heures, le souper composé généralement d'une céréaline, etc.

Le séjour de l'enfant se passe uniquement en des exercices gymnastiques, des promenades au grand air accompagnées de causeries instructives, de jeux, le repos dans les cures d'air lorsque le temps le permet. Il ne lui est donné aucune instruction en raison du peu de temps passé à la colonie.

Ce séjour est fixé en principe à six semaines ; exceptionnellement il peut être prolongé sur avis du médecin de la colonie.

Pendant toute la durée du séjour, l'enfant fait l'objet d'observations constantes de la part du personnel de la colonie, qui comprend toujours au moins une infirmière ; il est régulièrement pesé ; un diagramme est tenu à jour donnant les fluctuations de son poids. Cette constatation n'est pas un critère absolu de l'efficacité du séjour ; un enfant peut n'avoir pas augmenté de poids et néanmoins avoir profité du passage en colonie et s'être fortifié ; c'est néanmoins cette constatation qui est la plus frappante. A ce point de vue, les résultats sont fort heureux ; pendant la durée de six semaines de séjour, ils progressent fréquemment de deux kilogrammes et on a constaté souvent des augmentations de 5, 4, 3, voire 6 kilogrammes.

L'organisation du service médical est spécialement surveillée dans les colonies ; les visites périodiques sont fréquentes ; dans chaque établissement est établie une infirmerie munie des médicaments indispensables : celle-ci est établie de façon à pouvoir être isolée dans le cas où une maladie contagieuse serait constatée.

Sur ces bases sont organisées les colonies suivantes, outre les divers établissements dont j'ai tantôt mentionné les noms :

Dans la province d'Anvers, les châteaux du List, de Wyngaert, Vordenstein et Abst, à Schooten ; Ter Rivieren, Brekenberg et Te Boulaer, à Deurne ; Groeningerhof et Eikenhof, à Contich ; d'Hemixem, en cette localité ; d'Ouden Eik, à Eeckeren ; de Gooreind, à Wuestwezel ; Ter Gavere, à Beveren-Waes et Saint-Martin, à Nieuwkerken-Waes : ces deux derniers

également dans le ressort du Comité provincial d'Anvers, bien que sur la rive gauche de l'Escaut.

Dans la province de Namur : les châteaux Melot, de Lhoneux, Gendebien, Thibaut et la Caracole à Namur-Citadelle; des IV Seigneurs à Flawinne; de Beaufort à Spy; d'Hermoye à Mazy; de Woelmont à Brumagne (Lives); d'Erpent à Erpent et d'Andoy à Wierde. Ajoutons la colonie-dispensaire de Saint-Servais pour tous les enfants malades de la région de Namur.

Dans le Brabant, le château de Dongelberg.

Dans la Flandre Occidentale, le château Craynest à Bruges.

Dans le Hainaut, les villas du Mont-Saint-Aubert à Tournai.

Dans le Luxembourg, les châteaux du Buchay à Libin; de Faing à Jamoigne; de Roumont, à Baconfoy et l'Institut de Florenville.

Par la réalisation de ce programme, 5,382 enfants (2,407 garçons et 2,975 filles) purent d'une façon permanente jouir d'un séjour à la campagne et d'une cure de suralimentation.

Le Comité National a toutefois voulu augmenter encore le nombre de ses protégés spécialement recrutés dans les grands centres. Il existait déjà avant la guerre des plaines de jeux où étaient conduits les enfants des écoles; ceux-ci y recevaient une alimentation qui leur permettait de passer quelques heures au grand air sans devoir retourner à leur domicile.

Cette idée embryonnaire devait être mise en pratique et considérablement développée. Le Comité provincial d'Anvers entreprit d'organiser dans une magnifique propriété au Kiel, une colonie de jour, où les enfants étaient conduits le matin et ramenés le soir à Anvers. Sauf la suppression du séjour de nuit, le régime est le même que dans les colonies permanentes : leur proximité des grandes villes permet d'assurer le concours de dames et de jeunes filles chargées de l'amusement des enfants pendant la journée.

L'organisation fut étendue au mois d'août à Bruxelles, où fonctionnèrent six cures de jour : à l'Institut du docteur Depage à Berckendael, l'Hippodrome de Boitsfort, la propriété Errera à Uccle, le Tir aux pigeons de Stockel, la villa Mont-Thabor à Dilbeek, la villa du Chapitre à Anderlecht. Avec le concours de l'Œuvre du Grand Air de Charleroi, trois colonies fonctionnèrent dans les environs de cette ville pour desservir toute l'agglomération carolorégienne : les colonies de Mont-sur-Marchienne, Souvret et Châtelet. Deux nouvelles colonies furent ensuite créées à Anvers, aux châteaux Nottebohm à Berchem et Groenendael à Merxem.

Deux colonies eurent un caractère un peu particulier : la colonie de Bethléem à Hérent organisée spécialement pour les enfants atteints de tuberculose formée, c'est-à-dire non contagieuse; ils y suivent un traitement spécial sous la surveillance permanente d'un médecin et passent plusieurs heures par jour dans des cures d'air spécialement aménagées. Les résultats ont été des plus heureux et nombreux sont les enfants déjà atteints par la terrible maladie qui sont sortis parfaitement guéris de la colonie.

La colonie de la Montagne de fer à Hérent fut affectée spécialement aux

enfants rachitiques : les résultats furent merveilleux et de nombreux enfants absolument infirmes sortirent de l'établissement entièrement rétablis.

Le groupement de toutes ces colonies permit le placement d'une façon permanente à la campagne de 5,845 enfants dont 5,119 garçons et 4,083 filles, soit un total de 7,202 enfants abrités dans cinquante colonies. La dépense des colonies est entièrement à charge du Comité National. Elle atteint la somme de fr. 5,753,135.95. Notons que malgré les difficultés d'éclairage et de chauffage toutes purent rester ouvertes pendant l'hiver.

Au cours des derniers mois de l'année 1918, une terrible épidémie de grippe sévit parmi les familles évacuées du Nord de la France, chassées par l'ennemi de leurs foyers, en proie aux traitements les plus inhumains. Le Comité National décida de retirer les enfants des colonies et d'y placer les évacués malades. Dans certains établissements la situation fut terrible ; le personnel se dévoua sans compter à cette nouvelle tâche. Après les évacués, les ambulances de colonies reçurent des prisonniers malades libérés par l'ennemi. Cette nouvelle mission est maintenant presque terminée et l'une après l'autre les colonies rouvrent leurs portes aux enfants débiles.

CHAPITRE IV.

L'Aide aux œuvres de protection morale.

La Section se préoccupa également de soutenir les œuvres de protection morale qui pouvaient, par suite de la guerre, se trouver dans une situation financière difficile. Elle a subsidié ainsi 156 institutions comprenant principalement des orphelinats, sociétés protectrices d'enfants martyrs, comités de patronage des enfants moralement abandonnés, sociétés venant en aide à l'enfance anormale, œuvre de protection de la jeune fille, etc.

Dans l'ensemble, ces institutions subsidiées recueillirent 12,878 enfants. La dépense effectuée pour les soutenir s'élève à fr. 1,795,509.52. Les vêtements distribués à ces institutions représentent une valeur de fr. 94,754.95.

CHAPITRE V.

L'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre.

Nous avons fait déjà mention de cette œuvre intéressante entre toutes, qui est appelée à venir en aide aux enfants dont le père, soldat ou civil, est décédé par fait de guerre. On comprend dans cette catégorie les enfants dont le père, combattant dans les rangs de l'armée, a trouvé la mort devant l'ennemi, a été fusillé par lui, après ou sans jugement, est mort pendant sa déportation en Allemagne, ou a été tué accidentellement au cours des opérations militaires.

La Nation doit s'acquitter à leur égard d'une dette sacrée.

Pendant la guerre, l'Œuvre est également venue en aide à certains enfants dont le père ou le soutien était au front et qui se trouvaient dans

une situation particulièrement malheureuse, ainsi qu'aux enfants de civils prisonniers.

Le but de l'œuvre est avant tout moral : remplacer au foyer familial le père disparu, surveiller la conduite de l'enfant, lui faire faire son apprentissage, en un mot, organiser une tutelle morale qui puisse aider l'enfant dans toutes les circonstances de la vie.

Mais l'œuvre distribue aussi des secours. C'est ainsi que 10,639 enfants sont secourus pécuniairement.

Ce nombre se décompose comme suit :

4,627 enfants appartenant à 2,751 familles dont le père, soldat, est décédé ou invalide ;

5,201 enfants appartenant à 2,401 familles dont le père, civil, est décédé ou invalide ;

615 enfants appartenant à 351 familles, orphelins de père, privés temporairement de leur soutien par suite de la guerre ;

196 enfants appartenant à 70 familles de civils prisonniers.

L'œuvre cherche avant tout à maintenir l'enfant dans son milieu ; ainsi, sur ces 10,639 enfants :

9,825 étaient maintenus auprès de leur mère ;

385 étaient placés chez des nourriciers, parents ou étrangers ;

429 étaient placés dans des établissements.

La dépense totale afférente à la distribution des allocations mensuelles s'élevait à fr. 4,507,596.61.

Ces dépenses ont été couvertes jusqu'à ce jour au moyen de subsides du Comité National, des interventions du « Belgian Orphan Fund », des dons et cotisations et d'une souscription nationale dont le produit a été mis à la disposition des comités locaux pour leur permettre de soulager rapidement, selon les nécessités et sans la préoccupation de devoir observer un barème fixe, les détresses particulièrement intéressantes : suralimentation des enfants affaiblis, amélioration des conditions de logement, achat de meubles ou d'objets indispensables, etc.

Des vêtements et literies ont été distribués pour une valeur de fr. 1,024,230.38.

L'œuvre attache une importance considérable à l'avenir professionnel de ses protégés. Elle a créé à cette fin une commission permanente qui examine chaque cas en détail, de façon à découvrir avec le plus de précision possible l'orientation qui doit leur être donnée. Elle intervient pour payer les frais d'instruction, le minerval, le déplacement de l'enfant, l'achat d'outils. Cette activité a été entravée jusqu'à présent par la fermeture des ateliers, les difficultés de communications, mais il est certain que la libération du territoire amènera la solution des nombreuses questions se rattachant à l'avenir professionnel des orphelins de la guerre.

En totalité, l'œuvre a dépensé pour ses protégés fr. 6,594,951.15. Il y a lieu d'ajouter à cette somme les nombreux secours distribués par les

comités provinciaux et locaux au moyen de fonds recueillis sur place et dont il n'est pas possible de comprendre l'importance.

CHAPITRE VI.

Le secours aux enfants évacués.

L'activité du Département de l'enfance dut s'étendre à une autre catégorie éminemment intéressante de protégés : les enfants évacués belges et français ; un principe admis par le Comité National est que, outre un secours spécial dénommé le secours évacué, ces familles avaient droit à tous les secours attribués aux familles résidant dans la localité. L'arrivée de nombreux évacués augmenta considérablement l'action des œuvres sur le territoire desquelles elles fonctionnent, certaines d'entre elles virent en peu de jours leur population doublée : il fallut acquérir le matériel nécessaire pour cet accroissement de population, se procurer en peu de temps les vivres indispensables.

Néanmoins ces difficultés furent surmontées : dans 536 localités, furent secourus des enfants évacués *belges* qui participèrent comme suit aux organismes de l'enfance : 657 enfants de moins de 3 ans ; 140 mères-nourrices et futures-mères, 242 enfants débiles de 3 à 17 ans ; 11,225 enfants admis au repas-scolaire. Les dépenses pour les enfants évacués belges se montent à 239,395 francs.

Les enfants français furent secourus dans 69 localités ; le chiffre se décompose comme suit : 1,230 enfants de moins de 3 ans ; 169 mères-nourrices et futures-mères ; 1,412 enfants débiles de 3 à 17 ans et 26,923 enfants admis au repas-scolaire. 95 enfants évacués bénéficièrent également d'un séjour en colonie d'enfants débiles.

Les dépenses pour les enfants évacués français se montent à 994,035.37 francs.

CHAPITRE VII.

L'aide aux enfants débiles du Nord de la France.

Secourant les enfants belges, le Comité National ne pouvait oublier une autre catégorie de protégés qui avait eu extrêmement à souffrir de la guerre : les enfants du Nord de la France. Il n'avait pas à s'occuper de l'organisation d'œuvres pour les enfants qui restaient sur place : celle-ci appartenait aux municipalités françaises qui sont chargées de l'organisation des secours sous la direction du Comité d'Alimentation du Nord de la France. Mais de même qu'il avait fallu envoyer vers les campagnes en Belgique des enfants des centres urbains et industriels, les enfants débiles du Nord de la France ne pouvaient y obtenir tout ce que nécessitait leur état de santé. Dès le mois de novembre 1916, la Section avait été saisie de propositions de la Municipalité

de Lille tendant à placer dans des établissements situés en Belgique un certain nombre d'enfants débiles; le premier convoi, arrivé en janvier 1917, fut réparti entre trois établissements : Berlaer-lez-Lierre, Cortil-Noirmont et Spy. Malheureusement, la difficulté des communications ne permit pas de faire venir vers nos provinces le nombre d'enfants suffisant et cette œuvre ne put recevoir l'extension voulue. Le Comité d'Alimentation du Nord de la France proposa même, au mois de novembre dernier, d'étendre l'action de cette œuvre et de placer en Belgique un certain nombre de jeunes filles françaises qui arrivèrent bientôt au nombre de 200 et furent partagées entre les colonies de Champion et de Hérent. Les résultats de ces placements furent encore plus satisfaisants que pour les enfants belges, en raison de la grande débilité de cette nouvelle catégorie de protégés. Le Comité National a appris avec satisfaction que ceux d'entre eux qui avaient regagné Lille avaient, grâce aux forces acquises en Belgique, réussi à surmonter les difficultés résultant des privations de l'hiver.

En tout 7 colonies furent affectées au placement des enfants français. La dépense atteignit le chiffre de 190,992.91 francs.

CHAPITRE VIII.

L'organisation provinciale et locale des œuvres de l'enfance..

Dans quel cadre se meuvent ces institutions? Le Comité National et ses diverses sections forment l'organisme central, dont l'activité diverge vers toutes les extrémités du pays par toute une série d'intermédiaires. A la tête de chaque province se trouve un *Comité provincial* qui possède également sa section des œuvres de l'enfance. C'est là l'organisme de propagande qui suscite la création d'œuvres dans les centres où on estime celles-ci nécessaires. Les Comités provinciaux recherchent dans les différentes localités les concours indispensables pour la fondation des œuvres tant au point de vue de leur activité qu'au point de vue financier. Ces Comités sont également chargés d'assurer le ravitaillement des œuvres en vivres introduits par *The Commission for Relief in Belgium*. Ils s'attachent également à répartir équitablement entre les œuvres les subsides provenant de leurs ressources propres. Nous avons dit plus haut que ceux-ci s'élevaient généralement à une somme d'importance au moins égale à celle du Comité National.

Les Comités provinciaux sont de plus les intermédiaires entre les œuvres et le Comité National. Mieux que lui-même, ils connaissent leurs nécessités, les personnalités qui s'en occupent et peuvent par leur proximité assurer une aide plus puissante aux divers organismes subsidiés.

Le Comité National assure son contrôle en se faisant envoyer des comptes réguliers par chaque œuvre et par son service d'inspection qui visite régulièrement toutes les œuvres de l'ensemble du pays; ce service est en même temps assuré par une inspection provinciale des divers organismes.

CONCLUSION.

Cet exposé rapide d'une vaste et puissante organisation féconde en bienfaits est un admirable exemple de l'initiative et du dévouement qui, en ces temps difficiles, animent la population belge. Rien de ce qui a été demandé pour l'enfance n'a été refusé : tous les concours personnels ou financiers se sont réellement offerts pour sauver l'avenir de la race belge.

1^{er} novembre 1918.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1919.

Wetsontwerp houdende instelling van het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn

Memorie van toelichting.

MIJNE HEEREN,

Sedert ruim dertig jaar en dank zij der machtige aansporing van onzen beroemden landgenoot Jules Lejeune, wiens naam daarmee eeuwig verbonden blijven zal, is België bij uitstek het land geworden, waar kinderbescherming in eere staat. Op dit gebied hebben de openbare machte evenals tal van private werken, met edelhartige toewijding en met volle besef van 's lands behoeften samengestreefd om talrijke instellingen te doen ontstaan en bloeien. Kort vóór den oorlog heeft het Belgisch Parlement, op voordracht van den zoo klaarzienden als edelmoedigen heer Henri Carton de Wiart, Minister van Justitie, de wet van 15 Mei 1912 aangenomen, welke met de ontzetting van de ouderlijke macht, het aanstellen van kinderrechtters en personen belast met de kinderbescherming — samenstel van schikkingen ter beveiliging van de zedelijkheid en bijgevolg van de toekomst der met verlatting van wegens onverschillige of onwaardige ouders bedreigde minderjarige kinderen — stoutweg de nieuwe richting insloeg. Anderzijds hield het bestaan der kleine kinderen voortdurend de oplettendheid gaande van het aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken verbonden beheer van den geneeskundigen dienst en van de hygiëne, werden in enkele groote steden een zeker aantal raadplegingen en keukens voor zuigelingen spontaan tot stand gebracht, en door voormeld beheer ondersteund.

Maar in dien weg als in zoovele andere, heeft de oorlog, dank zij der krachtdadigheid en der toewijding onzer landgenooten, het aantal en de werking van al die instellingen tot vooralsnu ongekeende verhoudingen uitgebreid.

Zoowel in vrijgebleven België als ten bate van de door den oorlog naar Frankrijk, Engeland en Nederland verdrevene kinderen, kwamen talrijke

werken tot stand, dank zij der bemiddeling van edelmoedige zielen, wier ballingschap den geest van toewijding ten opzichte der onterfden scheen sterker te hebben gemaakt; zoo werden in verscheidene groepen ingedeelde schoolkoloniën, ten getale van 56, met eene gemiddelde bevolking van 7,500 kinderen in Frankrijk tot stand gebracht, en gestichten voor kinderbescherming, materniteiten, bewaarplaatsen, keukens en raadplegingen voor zuigelingen, op-of ingericht, kwam het Kleedingwerk voor schoolkoloniën vlug tot bloei, nam de Dienst voor kinderbescherming de achtergeblevene kweekelingen van het weldadigheidsgesticht te Yper op en stichtte eene soortgelijke school voor jonge meisjes, hield het Werk voor den tijdelijken bijstand in Engeland en in Nederland zich ijverig met verzwachte kinderen bezig, en vonden ten slotte de uit hunne haarsteden verjaagde arme, onschuldige kleinen, welke onze Vorstin, steeds en overal als eene moeder vaardig om ellende te ondersteunen en lijden te verzachten, liefderijk hadden willen beschermen en doen opvoeden, een onderkomen in de scholen van de Koningin te Vinckem.

In het bezette land, waar de vijand onverpoosd alle solidaire werking der verdrukte Belgen trachtte te belemmeren, stichtte het Nationaal Comité voor hulpbetoon en voeding eene bijzondere afdeeling, welke vier jaren te reke, een aanzienlijk werk volbracht en schier gansch België met allerwichtigste instellingen voorzag.

Zoo werd er eene eenige ervaring opgedaan, welke veeleer bij middel van eene geleidelijke en behoedzame aanpassing aan de werkelijkheden van de praktijk, als bij middel van eene *a priori* opgevatte stelselmatige toepassing, eenigerwijze uit den drang der zaken was ontstaan.

Deze ervaring is weergaloos rijk aan lessen. Het bewijs is geleverd van de mogelijkheid eener gepaard gaande werking van enkelen, die spontaan op geordende wijs en met enkele breede en eenvoudige inzichten als richtbaak hoofdzakelijk hunne krachten ontwikkelen. Aan de Regeering behoort het, bij het nastreven van 's lands opvoering tot nieuwen bloei, het passend positief besluit uit dit bewijs te trekken.

De diensten van het Nationaal Comité te laten voortbestaan en te stevigen ziedaar blijkbaar eene noodzakelijkheid welke zicht opdringt, en dit beoogen wij juist bij het wetsontwerp, dat wij heden in het Parlement ter beraadslaging voorleggen.

De leidende grondgedachte van het ontwerp, vloeit uit de noodzakelijkheid de in België door het Departement voor kinderenbescherming van het Nationaal Comité gevestigde instellingen te handhaven en aan de nieuwe toestanden aan te passen. In het verslag, dat wij als bijlage bij den tekst van onderhavig wetsontwerp voegen, hebben wij eene gezamenlijke uiteenzetting gedaan van de bedrijvigheid, welke door de werken voor kinderenwelzijn tijdens den oorlog in den laude werd betoond, daar zulks ons als het beste middel ter billijking van ons voorstel voorkwam.

De verkregen uitslagen, zooals zij in dit verslag zijn geboekt, bewijzen hoe voordeelig het zou zijn het ondernomen werk voor goed te vestigen. Bij de lezing van dit stuk zal men zich kunnen overtuigen dat de verschillende

door het Nationaal gepatroneerde instellingen, aan blijvende behoeften, in werkelijkheid beantwoorden.

Zoo ook voorzag het ontwerp van gezondheidswet, dat door den heer Paul Berryer, Minister van Binnenlandsche Zaken, den 5^{en} December in de Kamer van Volksvertegenwoordigers neergelegd en den 12ⁿ November 1912 andermaal aan de wetgevende macht voorgelegd werd, reeds zekere maatregelen om de werken voor kinderenbescherming aan te moedigen. Tot staving van deze schikkingen, werd er in de memorie van toelichting o. m. gewezen op de abnormale kindersterfte in zekere gewesten van het land.

De door het Nationaal Comité opgedane ervaring heeft bewezen, dat zelfs in omstandigheden zoo abnormaal als die van oorlogstijd het mogelijk was de kwaal aanzienlijk te beperken. Deze afdoende bevindingen wijzen dan ook als van zelf de te volgen gedragslijn aan. Zij houden aan de openbare overheid het als een plicht voor, te zorgen dat de tijdens den oorlog ijvervol verleende bescherming, verder verstrekt worde, en aan dien plicht mag deze overheid, naar het voorkomt, zicht niet onttrekken.

De oplossing aannemende, welke wij, voor wat betreft het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen, in het door ons den 11ⁿ December 1918 ter Kamer ingediend wetsontwerp hebben voorgesteld, voorziet onderhavig wetsontwerp het tot stand brengen van eene openbare instelling, welke den naam van *Nationaal Werk voor kinderen-welzijn* zal dragen (art. 1).

Deze instelling zal bevoegd zijn om de kinderbescherming aan te moedigen en uit te breiden. Zij zal al de diensten overnemen, welke door de Commissie voor Kindervoeding onder het gezag van het Nationaal Comité tijdens den oorlog werden verzekerd. Zij zal de verspreiding en de toepassing bevorderen van de wetenschappelijke methodes van kinderen-hygiene hetzij in de huisgezinnen, hetzij in de openbare of private instellingen voor opvoeding, bijstand en bescherming. Zij zal de werken, welke zich met kinderhygiene bezig houden, aanmoedigen en met tegenmoetkomingen of andere middelen ondersteunen. Ten slotte zal zij bestuurlijk en geneeskundig toezicht houden over de beschermde werken (Art. 2).

Het Nationaal Werk voor Kinderen-welzijn zal burgerlijke rechtspersoonlijkheid verkrijgen. Zijn rechtstoestand zal bepaald worden bij schikkingen van denzelfden aard als die voorzien bij voormeld ontwerp, betreffende het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen. Artikelen 3, 4, 5 en 6 geven woorde-lijk de soortgelijke schikkingen weder, welke in laatstbedoeld ontwerp zijn vervat. Er bestaat dus, naar het voorkomt, geen reden om deze breedvoeriger te billijken.

Op meer nauwkeurige wijs de doelen bepalend, welke door het Nationaal Werk onverwijld dienen verwezenlijkt, voorziet het ontwerp de inrichting van inzonderheid nuttige, spoedvereischende instellingen.

Naar luid van artikel 7, zal er in elke gemeente, naar gelang plaatselijke behoeften zich voordoen, eene of meer raadplegingen voor zuigelingen zijn.

De aanzienlijke maatschappelijke gewichtigheid dezer raadplegingen zal niet worden betwist. De mislagen begaan bij de Kindervoeding, bij gemis aan voldoende nauwkeurige kunde van de hygiene-voorschriften zijn

erkend als eene der oorzaken van de abnormale sterfte onder de heel kleine kinderen.

In de gemeenten waar geene raadplegingen voor zuigelingen bestaan, zullen er door het Nationaal Werk ingericht worden. Elders zal het Werk bestaande instellingen alleen aannemen. Het spreekt van zelf dat deze aanneming aan de door de reglementen van het Nationaal Werk te bepalen voorwaarden zal onderworpen worden.

De raadplegingen voor zuigelingen zullen, in hoofzaak, op de plaatselijke werking steunen; zij zullen derhalve geplaatst worden onder het gezag van een plaatselijk comiteit waarin het gemeentebestuur zal vertegenwoordigd zijn (art. 8).

De gemeentelijke tusschenkomst is o. m. gebillijkt doordien de gemeente de helft van de raadplegingskosten zal hebben te dragen. De ander helft zal ten laste van den Staat vallen (art. 8, 2^e alinea).

In het ontwerp wordt er aan daarevenbedoelde plaatselijke comiteiten het toezicht over de plaatsing van de kinderen bij eene min of eene baker opgedragen. De stelregelen van dit toezicht werden reeds voorzien in het ontwerp van gezondheidswet, waarvan wij hooger hebben gewag gemaakt. Luidens artikel 9, mag er geene min noch baker, zonder machtiging van het College van Burgemeester en schepenen, kinderen beneden de drie jaar, tegen bezoldiging bij zich nemen.

In de gemeenten waar een comiteit bestaat gevormd uit in zake van kinderbescherming inzonderheid bevoegde leden, zal aan het verleenen van deze machtiging de te recht verhoopte, noodige ernst, besteed kunnen worden. Van een eenvoudige bureaucratische formaliteit, zal er hier geen sprake zijn. De machtiging zal enkel bij toestemming van het komiteit voor zuigelingenraadplegingen mogen verleend worden en tevens onderworpen zijn aan de voorwaarden, welke het komiteit in het belang van de gezondheid en het moreel welzijn der kinderen voorschrijven zal.

Aan het Nationaal Werk zal, zooals gezegd bij artikel 9, de inrichting ten laste vallen van het toezicht, te houden over de bij eene min of baker uitbestede kinderen. In stede van het bij dit artikel bepaald verbod door politie-of boetstraf te bekrachtigen hebben wij gemeend dat, bij verzuim der in het zelfde artikel vervatte schikkingen, het beter was de tusschenkomst van de wet van 15 Mei 1912 ingestelden kinderrechtter te doen inroepen. In dergelijken gevallen, heeft de straf vaak slechts een louter betcugelend uitwerksel. De kwaal te voorkomen en te herstellen, ziedaar integendeel waaraan hier ter zake vooral dient gedacht.

Artikel 10 welke deze rechtspleging voorziet, waarborgt aan de betrokkenen het recht om voor den in hooger beroep rechtdoenden kinderrechtter in hooger beroep te gaan, overeenkomstig artikel 32 van de daareven aangehaalde wet.

De raadplegingen voor zuigelingen beantwoorden aan volstrekt algemeene behoeften; het wetsontwerp bepaalt derhalve dat er in al de gemeenten van het rijk zullen worden ingesteld. Niet evenzoo is het gelegen met de andere

instellingen voor kinderbescherming, welke het Nationaal Werk zal hoeven in te richten.

Het nut van keukens voor moeders en van schoolmalen namelijk, blijkt niet volstrekt bewezen, dan voor de steden en vooral voor de volkrijke steden, alsmede voor de nijverheidscentra.

Oog mag het Nationaal Werk, voor wat betreft de voedingsdiensten voor heel jonge kinderen, zwangere vrouwen en zoogende moeders, krachtens artikel 11 degerlijke diensten alleen inrichten in de gemeenten, war zulks na onderzoek noodig is gebleken. Deze diensten zullen gesteld worden onder de leiding van het Komiteit voor zuigelingen-raadplegingen.

Hier nog, zooals in de reeds in aanmerking genomen gevallen, zal de tussenkomst van ambtswege van het Nationaal Werk slechts vereischt worden dan daar, waar door het privaat initiatief niet voorgegaan werd.

Bestaan reeds de voedingsdiensten, waarvan sprake, dan zal het Nationaal Werk uitsluitend zorgen deze aan te nemen, mits de reglementaire voorwaarden door hen worden nagekomen.

Artikel 12 regelt, op soortelijke wijs, het vraagstuk van de schoolmalen. Het voorziet eene bijkomende voeding voor zwakke kinderen daar, waar deze schoolmalen ingericht zijn.

De schoolmalen zullen worden geplaatst onder de leiding en het toezicht van een plaatselijk komiteit, welk naar dezelfde stelregelen zal gevormd worden als het komiteit voor kinderen-raadplegingen en waarin het gemeentebestuur insgelijks zal vertegenwoordigd zijn.

Luidens artikel 13, zullen de kosten van de diensten voor de voeding der heel jonge kinderen en van de schoolmalen door gemeente en Staat elkeen voor de helft gedragen worden; edoch, om te beletten dat de openbare financiën gevaar loopen al te onbepert bezwaard te worden, zal het noodig zijn een maximum vast te stellen, en hierbij de lessen der ondervinding in acht te nemen. Zoo zal men, bij voorbeeld, dit maximum eijler hoofdgewijs kunnen vaststellen voor al de kinderen welke de voorziene voordeelen genieten. Bij het vaststellen zijner toelagen heeft het komiteit voor hulp-betoon en voeding op die wijze te werk gegaan.

De Regeering is niet zinnens een volstrekten stelregel van het kosteloosheid-beginsel te maken, voor wat betreft de deelneming in de verscheidene reeds vermelde werken.

De herneming van den normalen loop van het maatschappelijk leven, dat heden, uit hoofde der oorlogsgevolgen nog verstoord is, zal waarschijnlijk tot de herziening noodzaken van de vooralsnu door het Departement voor kinderbescherming van het Nationaal Komiteit nagekomen regelen, ten aanzien van de voorwaarden van toelating tot het genieten van de verstrekte voordeelen.

In den staat van economische omkeering waarin wij hebben vertoefd, heeft men zich zeer mild moeten toonen; bij het voorstellen en toepassen dier voorwaarden. Edoch, zooals het blijkt uit de verslagen, werd voor personen van zekeren sozialen stand eene zeer geringe uitkeering vereischt, om verschillende voordeelen mede te kunnen genieten.

Naarmate de algemeene levens voorwaarden normaal zullen worden, zal men dit praktijk kunnen veralgemeenen. En zelfs in geval van behoefte, zal men niet noodzakelijkerwijs den stelregel van uitkeering mogen daarlaten. Alleenlijk in deze gevallen, zullen de openbare of private instellingen van weldadigheid dienen tusschen te komen, hetzij bij middel van globale tegemoetkomingen, als bij wijze van abonnementprijs, hetzij bij middel van individueële bons, afgeleverd aan de belanghebbenden, waarvan het bedrag zal terugbetaald worden aan de werken, op wier tusschenkomst men beroep zal hebben gedaan (art. 14).

Het ontwerp voorziet, ten slotte, de instelling of aanneming, door het Nationaal Werk, van koloniën voor zwakke kinderen. De geldelijke lasten, voorspruitende uit de inrichting en werking dezer koloniën, zullen door het Nationaal Werk met de medehulp van den Staat gedragen worden. Het is dienaangaande onmogelijk algemeene regelen in de wet vast te leggen, alles zal van de bijzondere omstandigheden afhangen ; het quantum waarvoor de Openbare Schatkist zal moeten tusschen komen, zal derhalve bij een koninklijk besluit worden bepaald (art. 15).

Voor wat betreft de opname van de kinderen in de Koloniën, zal het Nationaal Werk een reglement opmaken, dat slechts na goedkeuring van de Regeering van kracht zal worden (art. 16).

Deze opname zal kosteloos zijn voor de door de schoolmaal-Comiteiten voorgestelde en door het Nationaal Werk aanvaarde kinderen, edoch zullen de gemeentebesturen krachtens den tekst van het ontwerp, de aanvaarding mogen voorstellen van alle andere kinderen, van minstens 14 jaar, op voorwaarde dat de gemeente-begrooting de kosten van verblijf en onderhoud dezer kinderen ten laste neme.

Het komt er op aan dat het Nationaal Werk en de verschillende daarvan afhangende organismen, bij hunne handelingen naar de hun door de wet toegewezen bevoegheid, alles zorgvuldig vermijden, wat de godsdienstige en wijsgeerige overtuiging der familiën zou kunnen kwetsen. Artikel 17 vervat te dien einde eene schikking, welke wij woordelijk hebben ontleend aan de wet van 15 Mei 1912, betreffende kinderbescherming (art. 47).

Om te eindigen vervat het ontwerp dezelfde fiscale schikkingen als het wetsontwerp, houdende instelling van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen (art. 18).

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

PROJET DE LOI

instituant l'Œuvre nationale de
l'Enfance.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des affaires économiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE.

Notre Ministre des affaires économiques présentera en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

SECTION PREMIÈRE.**Dispositions générales.****ARTICLE PREMIER.**

Il est institué, sous le nom d'Œuvre nationale de l'enfance, un établissement public dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par arrêté royal, conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 2.

L'Œuvre nationale a pour attributions d'encourager et de développer

WETSONTWERP

houdende instelling van het Nationaal
Werk voor Kinderen-welzijn.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

EENIG ARTIKEL.

Onze Minister van Staathuishoudkundige Zaken zal, uit Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp indienen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE AFDEELING.**Algemeene schikkingen.****EERSTE ARTIKEL.**

Onder de benaming « Nationaal Werk voor Kinderen-welzijn » wordt eene openbare instelling in het leven geroepen, waarvan inrichting en werking zullen geregeld worden, overeenkomstig de schikkingen van onderhavige wet.

ART. 2.

Het Nationaal Werk heeft tot opdracht : De kinderbescherming aan te

la protection de l'enfance, et notamment : de favoriser la diffusion et l'application des règles et des méthodes scientifiques de l'hygiène des enfants, soit dans les familles, soit dans les institutions publiques ou privées d'éducation, d'assistance et de protection ;

d'encourager et de soutenir, par l'allocation de subsides ou autrement, les œuvres relatives à l'hygiène des enfants ;

d'exercer un contrôle administratif et médical sur les œuvres protégées.

ART. 5.

L'OEuvre nationale de l'enfance est subsidiée annuellement par le Trésor public, dans la limite des crédits qui seront à cet effet portés au budget.

Le contrôle de l'emploi des subsides alloués par les pouvoirs publics est réglé par arrêté ministériel.

SECTION II.

Du statut juridique de l'établissement.

ART. 4.

L'OEuvre nationale de l'enfance a la capacité de faire tous les actes juridiques qui, dans les limites tracées par les règlements organiques, sont relatifs à l'accomplissement de la mission légale de l'établissement.

La capacité d'acquérir ou de posséder des immeubles et de recevoir des dons et des legs est toutefois soumise aux restrictions fixées ci-après.

moedigen en te ontwikkelen en o. m. de verspreiding en de toepassing te bevorderen van de voorschriften en wetenschappelijke methodes van kinderen-hygiene, hetzij in de huisgezinnen, hetzij in de openbare of private instellingen voor opvoeding, bijstand en bescherming ;

De werken, welke zich met kinderen-hygiene bezig houden, aan te moedigen en met toelagen of op andere wijze te ondersteunen ;

Bestuurlijk en geneeskundig toezicht te houden over de beschermde werken.

ART. 3.

Het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn ontvangt van de Openbare Schatkist eene jaarlijkse toelage, binnen de grens van de kredieten, welke te dien einde op de begrooting zullen worden ingeschreven.

Het toezicht over het gebruik van de door de openbare machten verleende toelagen wordt bij ministerieel besluit geregeld.

AFDEELING II.

Regeling van den rechtstoestand der instelling.

ART. 4.

Het Nationaal werk voor kinderen-welzijn mag alle gerechtelijke handelingen plegen welke, in de palen aangeduid van de organieke reglementen, de vervulling van de wettelijke opdracht der instelling betreffen.

De machtiging om onroerende goederen aan te werven of te bezitten en giften en erflatingen aan te nemen is evenwel aan hierna bepaalde beperkingen verbonden.

ART. 5.

Ne sont pas considérés comme relatifs à l'accomplissement de la mission légale de l'œuvre, les actes d'acquisition ou de possession d'immeubles, à quelque titre que ce soit, aux seules fins d'en tirer des revenus, ceux-ci fussent-ils affectés à l'objet de cette mission.

ART. 6.

Les donations entre vifs et les legs n'ont d'effet qu'autant qu'ils sont autorisés conformément à l'article 910 du Code civil.

Si la libéralité comprend un immeuble, l'arrêté fixe, le cas échéant, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

SECTION III.

Des institutions à établir par l'Œuvre nationale.

ART. 7.

L'Œuvre nationale de l'enfance établira ou agréera, dans les communes, selon les nécessités locales, une ou plusieurs consultations de nourrissons.

ART. 8.

Les consultations de nourrissons seront, dans chaque commune, placées sous l'autorité d'un comité au sein duquel l'administration communale sera représentée.

Les frais de ces institutions seront supportés pour moitié par la commune et pour moitié par l'État ; les subsides

ART. 5.

Worden aanzien als staande buiten verband met de uitvoering van de wettelijke opdracht van het werk, de bij welke wijze ook geschiedende aanwervingen of bezittingen van onroerende goederen, waarbij enkel het aanschaffen van inkomsten wordt beoogd, al werden deze zelfs benuttigd tot het doel van deze opdracht.

ART. 6.

Giften onder levenden en erfstatingen hebben geene werking als in zoover zij toegelaten zijn overeenkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek.

In geval de gift een onroerend goed betreft, bepaalt het besluit, desvoorkomend, den termijn binnen denwelken het onroerend goed zal worden vervreemd.

AFDEELING III.

Instellingen op te richten door het Nationaal Werk.

ART. 7.

Het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn zal, naarmate de plaatselijke behoeften zich voordoen, eene of meerdere raadplegingen van zuigelingen, in de gemeenten inrichten of aannemen.

ART. 8.

De raadplegingen voor zuigelingen zullen, in elke gemeente, geplaatst worden onder het gezag van een komiteit waarin het gemeentebestuur zal vertegenwoordigd zijn.

De kosten dezer instellingen zullen, elkeen voor de helft, door gemeente en Staat, gedragen worden ; de staats-

de l'État seront accordés par arrêté ministériel.

ART. 9.

Nul ne peut recevoir en nourrice ou en garde, moyennant salaire, des enfants âgés de moins de trois ans, sans une autorisation du collège des bourgmestre et échevins.

Cette autorisation ne pourra être accordée que de l'avis conforme du Comité des consultations de nourrissons. Elle sera subordonnée aux conditions jugées nécessaires, de l'avis de ce Comité, dans l'intérêt de la santé et de la moralité des enfants.

ART. 10.

L'OEuvre nationale organisera la surveillance des enfants placés en nourrice ou en garde comme il est dit à l'article qui précède.

En cas d'inobservation, par les gardiens et nourrices, des dispositions prescrites en vertu de cet article, l'OEuvre nationale de l'enfance dénoncera le fait au Procureur du Roi, sur la réquisition duquel le juge des enfants ordonnera les mesures commandées dans l'intérêt de l'enfant. Appel de la décision du juge pourra être interjetée conformément à l'article 32 de la loi du 13 mai 1912.

ART. 11.

L'OEuvre nationale pourra établir ou agréer, dans les communes où l'opportunité de la mesure aura été reconnue après enquête, des services d'alimentation des enfants en bas-âge, des

toelagen zullen bij ministerieel besluit worden toegekend.

ART. 9.

Geen kind beneden de drie jaar mag, zonder toelating van het college van burgemeester en schepenen, bij eene min of baker uitbesteed worden.

Deze toelating mag slechts verleend worden op eensluidend advies van het Comité voor zuigelingen-raadplegingen. Zij blijft ondergeschikt aan de, naar advies van dit Comité, noodig geachte voorwaarden en dit in het belang van de gezondheid en het moreel welzijn van de kinderen.

ART. 10.

Over de bij eene min of eene baker uitbestede kinderen zal, zooals gezegd bij voorgaand artikel, door het Nationaal Werk toezicht worden ingericht.

Komen de minnen of bakkers de krachtens dit artikel voorgeschrevene schikkingen niet na, dan zal het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn dienomtrent eene klacht bij den Procureur des Konings indienen. Op dezes eisch zal de kinderen-rechter de in het belang van het kind gevestigde maatregelen uitvoeren. Tegen 's rechters beslissing zal in hooger beroep mogen worden gegaan, eensluidend artikel 32 van de wet van 13 Mei 1912.

ART. 11.

In de gemeente, waar men, na onderzoek, de gepastheid van den maatregel zal erkend hebben, zal het Nationaal Werk voeding-diensten voor kinderen met jeugdigen leeftijd,

futures mères et des mères nourrices.

Ces services seront placés sous l'autorité du Comité des consultations des nourrissons.

ART. 12.

Des repas scolaires pourront être régulièrement organisés, par les soins de l'OEuvre nationale de l'enfance, comme il est dit au premier alinéa de l'article qui précède. Une alimentation supplémentaire sera, en ce cas, prévue pour les enfants débiles.

Il sera constitué à cet effet, dans chaque commune intéressée, un Comité des repas scolaires, qui assumera la direction et le contrôle du service et au sein duquel l'administration communale sera représentée.

ART. 13.

Les frais des services d'alimentation de l'enfance prévus aux articles 11 et 12 de la présente loi seront supportés pour moitié par la Commune et pour moitié par l'État, dans les limites d'un maximum à déterminer par arrêté royal.

ART. 14.

Hors les cas d'indigence, et sous réserve de l'intervention éventuelle, dans les dits cas, des institutions publiques ou privées de bienfaisance, soit sous la forme de bons individuels, soit sous la forme de subvention d'abonnements, la participation aux avantages accordés par les services de consultation ou d'alimentation visés par les articles qui précèdent, pourra être subordonnée au paiement d'une rétribution dont le montant sera dé-

zwangere vrouwen en zoogende moeders kunnen instellen of aannemen.

Deze diensten zullen geplaatst worden onder het gezag van het Comité voor zuigelingen-raadplegingen.

ART. 12.

Schoolmalen zullen regelmatig door het toedoen van het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn kunnen ingericht worden, zooals gezegd in de eerste alinea van voorgaand artikel. Eene bijkomende voeding voor zwakke kinderen zal, in dit geval, worden voorzien.

In elke betrokkene gemeente zal te dien einde, een Schoolmaal-Comité worden aangesteld, belast met de leiding van en het toezicht over de diensten, en waarin het gemeentebestuur zal vertegenwoordigd zijn.

ART. 13.

De bij artikels 11 en 12 van onderhavige wet voorziene kosten van de kindervoeding-diensten, zullen, elkeen voor de helft, door gemeente en Staat gedragen worden, in de grenzen van een koninklijk besluit te bepalen maximum.

ART. 14.

Buiten de gevallen van behoeftigheid, en onder voorbehoud van gebeurlijke tussenkomst, in gezegde gevallen, van de openbare of private weldadigheidsinstellingen, hetzij onder den vorm van individuele bons, hetzij onder vorm van ondersteunende abonnements, zal men om de door de bij voorgaande artikelen bedoelde raadpleging- of voedingdiensten verleende voordeelen te kunnen genieten, verplicht kunnen worden

terminé par l'OEuvre nationale de l'enfance, sous l'approbation du Gouvernement.

ART. 15.

L'OEuvre nationale de l'enfance instituera ou agréera des colonies d'enfants débiles; elle assumera, avec le concours de l'État, la charge des frais de ces établissements, dans la mesure qui sera fixée par arrêté royal.

ART. 16.

Un règlement spécial établi par l'OEuvre nationale, sous l'approbation du Gouvernement, déterminera le nombre d'enfants admissibles dans les colonies instituées par elle et les conditions d'admission.

Cette admission sera gratuite pour les enfants proposés par les Comités des repas scolaires et agréés par l'OEuvre nationale.

Les administrations communales auront la faculté de proposer l'admission, dans les mêmes colonies, de tous autres enfants de moins de 14 ans, à la condition de supporter les frais d'entretien et de séjour de ces enfants.

ART. 17.

Les autorités protectrices de l'enfance instituées en vertu de la présente loi sont, dans l'exercice des attributions que la dite loi leur confère, tenues de respecter les convictions religieuses et philosophiques des familles auxquelles les enfants appartiennent.

tot de betaling van eene bijdrage te bepalen door het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn, onder goedkeuring van de Regeering.

ART. 15.

Het Nationaal Werk voor kinderen-welzijn zal koloniën voor zwakke kinderen instellen of aannemen, het zal te zaam met den Staat, den last op zich nemen van de kosten dier inrichtingen, in de maat aangeduid bij koninklijk besluit.

ART. 16.

Een door het Nationaal Werk, onder de goedkeuring van de Regeering, opgemaakt bijzonder reglement, zal het aantal kinderen welke in de door zijn toedoen opgerichte koloniën zullen opgenomen worden, alsook de voorwaarden van opname bepalen.

De door de Schoolmaal-Comiteiten voorgestelde en door het Nationaal Werk aanvaarde kinderen zullen daar kosteloos worden aangenomen.

De gemeentebesturen zullen de aanneming, in dezelfde koloniën mogen voorstellen van alle andere kinderen beneden de 14 jaar, mits de kosten van onderhoud en verblijf dezer kinderen te hunnen laste te nemen.

ART. 17.

De krachtens onderhavige wet aangestelde beschermende overheid voor de kindsheid, zijn bij het volbrengen der haar door gezegde wet opgelegde opdracht, gehouden de godsdienstige en wijsgeerige overtuiging te eerbiedigen van de families, tot dewelke de kinderen behooren.

Dispositions fiscales.**ART. 18.**

Sont exempts des droits de timbres et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, les actes volontaires et de juridiction gracieuse relatifs à l'exécution du règlement organique de l'OEuvre nationale de l'enfance.

En ce qui concerne les donations entre vifs et les legs faits au profit de l'établissement, les droits seront fixés conformément aux articles 2, 46 et 47 de la loi du 30 août 1913.

Donné à Bruxelles, le 11 février 1919.

Fiscale schikkingen.**ART. 18.**

De vrijwillige akten en die van willege rechtsmacht betreffende de uitvoering van het organiek reglement van het Nationaal Werk zijn vrij van het zegelrecht en worden kosteloos geboekt bijaldien er tot de registratie dient overgegaan.

Voor hetgeen betreft de giften onder levenden en de erflatingen gedaan ten bate van de inrichting, zullen de rechten worden bepaald overeenkomstig artikelen 2, 46 en 47 van de wet van 30 Augustus 1913.

Gegeven te Brussel, den 11 Februari 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Économiques,

Van 's Konings wege,

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

HENRI JASPAR.

(14)

BIJLAGE.

Nationaal Comité voor hulpbetoon en voeding

DEPARTEMENT KINDEREN-WELZIJN

VERSLAG**over de bedrijvigheid van het Departement Kinderen-welzijn
van het Nationaal Comité voor Hulpbetoon**

HOOFDSTUK I.**De toestand van de werken voor kinderen welzijn in België vóór den oorlog**

Toen de oorlog werd verklaard, was de bijstand voor arme kinderen in België gezamenlijk opgedragen aan de openbare, ambtelijke inrichtingen, godshuiscommissiën, weldadigheidsbureelen alsmede aan de private liefdadigheid. Wettig hier ten lande ingericht tijdens het omwentelingstijdperk, bij de wetten van 16 Vendémiaire op de burgerlijke godshuizen en van 7 Frimaire jaar V op de weldadigheidsbureelen, werd de openbare bijstand het voorwerp van tal van hervormingsontwerpen, waaronder het door de bij het Ministerie van Justitie ingestelde bijzondere Commissie voor de hervorming van de weldadigheid opgemaakte ontwerp ontegenzeggelijk het gewichtigste was.

De werkzaamheden van deze Commissie werden gepubliceerd maar nooit bij middel van eene wetshervorming bekrachtigd.

Het Belgisch genootschap van Sociale Economie heeft onlangs een verslag aan dit belangrijk vraagstuk gewijd.

Bij de wetten van 16 Vendémiaire en 7 Frimaire jaar V goldde als grondbeginsel de bijstand verleend aan den eenling die niet in staat was om door eigen middelen in eigen onderhoud te voorzien, maar men dacht niet aan eenen te gemoet komenden bijstand voor hem, die, aan zich zelf overgelaten, op zijne beurt binnen korten tijd zou genoodzaakt worden zich tot de weldadigheid te wenden.

Deze nieuwe opvatting, welke die van onze wetgeving van morgen zijn zal, had zich amper voor den oorlog eenen weg gebaand. Wel hadden de bijzondere Commissiën bij hare wetenschappelijke werken en studiën deze innovatie

behandeld, en werden bijvoorbeeld, in enkele ministerieële omzendbrieven, de weldadigheidsbureelen gemachtigd steun te verstrekken aan maatschappijen van onderlingen bijstand, welke aan hare leden pensioenen verleenen.

Edoch, ontdaan van de kluisters welke de normale ontwikkeling van elk officieel organisme stremmen, had de private liefdadigheid vorderingen gemaakt en hadden tal van werken, welke zich bijzonder met kinderscherming bezig hielden, nu en dan beproefd eene preventieve weldadigheid in te richten.

Voor al in steden en nijverheidscentra dienden aan deze openbare inrichtingen en private werken de voeding van zuigelingen en jonge kinderen alsmede het toezicht over die voeding opgedragen. Zij die door eigen familie niet werden opgevoed, werden of in officieële en gemeentelijke of in al dan niet ondersteunde private inrichtingen opgenomen. Daarenboven waren in het thans bezette gedeelte van België 70 werken voor raadpleging ten dienste van de zuigelingen tot stand gekomen, welke hunne werking uitstrekten over 62 gemeenten. Deze voornamelijk uit geneesheeren en liefdadige dames bestaande werken hadden de zuigelingenvoeding ingericht en hielden daarover toezicht. Deze raadplegingen en keukens voor zuigelingen, alsmede enkele weldadigheidsbureelen, gemeente-inrichtingen voor kinderen, dus officieële inrichtingen, waren aangesloten bij den Belgischen Nationalen Bond voor de bescherming van kleine kinderen.

Deze private werken waren over heel het land verspreid. Er bestonden in Brussel en omgeving 18 raadplegingsbureelen, waaronder vele slechts voor weinige beschermelingen te zorgen hadden, benevens 6 voor het overige gedeelte van Brabant, 6 in de provincie Antwerpen, 15 in de provincie Luik, 13 in Oost-Vlaanderen, 7 in West-Vlaanderen, 14 in Henegouwen, 3 in Limburg, 1 in de provincie Namen en 1 in de provincie Luxemburg.

Buiten de voeding van de kleine kinderen, bestond er in België eene kantien voor moeders, opgericht door het Weldadigheidsbureel van Antwerpen, eene andere was in werking geweest, op de Bootenkaai te Brussel. Wij zullen verder op de werking dezer instellingen terugkomen en ze uiteenzetten.

Voor kinderen met meer gevorderden leeftijd, hadden verscheidene gemeenten en private werken, de schoolsoep ingericht, zonder dat evenwel zulks kon worden aanzien als uitgaande van eene algemeen organisme dat zijne werking uitbreidde tot al de centra, waar dit werk noodig bleek te zijn. Het schoolvraagstuk van nabij rakende, had de voeding van de schoolkinderen als natuurlijk gevolg scherpe politieke vraagstukken te berde gebracht en om dit werk als om de school zelf werd de schoolstrijd aangebonden.

Om aan dien bijzonder pijnlijken toestand op het gebied van liefdadigheid voorgoed een einde te stellen, werd bij de schoolwet van 13 Juni 1914 wijziging gebracht aan artikelen 76 en 86 van de gemeente- en van de provinciewet en namelijk bepaald dat de beraadslagingen van provincie- en gemeenteraden, betreffende de inrichting van schoolrefters, schoolkoloniën, voedsel- en kleedinguitdeelingen voor schoolkinderen, toelagen voor de

werken zouden onderworpen worden aan 's Konings goedkeuring, deze belast zijnde dat er geen onderscheid zou gemaakt worden onder de kinderen aangewezen om uit dergelijke instellingen voordeel te trekken, volgens de soort scholen, welke zij bijwonen.

Naast de kindervoeding ter schole, hadden enkele schoolwerken geschikte verblijfplaatsen voor kinderen op den buiten ingericht, dusdanig het Werk van de Openbare Lucht, de Kring Diesterweg van Antwerpen, de Katholieke Schoolkolonies, van Antwerpen, enz. Zekere gemeenten hadden zelfs rechtstreeks die plaatsing ingericht voor de kinderen harer scholen, zooals bij voorbeeld de stad Brussel.

HOOFDSTUK II.

De instellingen van de Afdeeling : Hulp en Bescherming aan de werken voor kinderen-welzijn, van de Commissie voor Kinderenvoeding en van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen.

In dusdanigen toestand verkeerden de werken voor kindervoeding in België, toen de vreeselijke geesl over België neerkwam. Welke uitslagen zou de wereldbrand opleveren?

De oorlog gaf op vele plaatsen aan den openbaren bijstand eenen gevoeligen knak : de hulpmiddelen der gemeenten werden ter dege aangetast en konden, met uitzondering der groote centra, bezwaarlijk in de bestaande behoeften voorzien ; anderdeels, zagen de private werken, welke dank zij de toelagen van de openbare machten, en voornamelijk met de opbrengst van bijdragen, inzamelingen, feesten, enz., konden bestaan, natuurlijker wijs plots de bron hunner inkomsten gestremd juist op het oogenblik dat de nooddrustige bevolking aanzienlijk toenam en nagenoeg de gansche arbeidersklas, wegens gedwongen werkstilstand, zonder werkloon viel.

Uit dien toestand zou onmiddellijk een nieuw organisme ontstaan namelijk het door den nood gebaard Nationaal Comité voor hulpbetoon en voeding.

Van de eerste dagen van September 1914 af, kwam een Centraal Comité te Brussel tot stand, om de bevolking van Brussel en omgeving bij te staan en te voeden. Pas was dit Comité in voege, of het werd door de afgevaardigden van tal van provinciegemeenten en steden aanzoekt, der aan hongersnood ten prooi zijnde en in armoede gedompelde buitenbevolking ter hulp te komen; het stemde weldra daarin toe, en breide zijne werking over heel het land uit.

H. H. E. E. de Heeren Markies de Villalobar, Spaansche gezant, en Brand Whitlock, gezant van de Vereenigde Staten, waarbij naderhand de Nederlandsche gezant, de heer van Vollenhoven, zich kwam voegen, gewaardigden zich hunnen machtigen steun te verleen aan het nieuw organisme, dat eene tweevoudige taak ging op zich nemen, namelijk den toevoer naar België, met de hulp van The Commission for Relief in Belgium, van de voor de voeding der Belgische burgerlijke bevolking onmisbare eetwaren, en het noo-

dig hulpbetoon aan de door werkstilstand en door het vertrek van talrijke mannen naar het leger tot behoefte vervallevende bevolking. Om dit doel te bereiken, stelde het Uitvoerend Comité in elke provincie een provinciaal Comité en in elke gemeente een plaatselijk Comité voor hulpbetoon en voedselvoorziening aan, dat werd belast met de verdeling van de levensmiddelen onder de inwoners en met de noodige steunverstrekking aan de beproefde bevolking.

De werken voor kinderenbescherming, welke, bij gebrek aan toereikende hulpmiddelen, hunne werking niet konden doorzetten, wendden zich tot deze organismen ten einde steun te verkrijgen.

Deze organisatie diende echter stelselmatig verwezenlijkt, een centraal lichaam behoevende zijner bedrijvigheid te concentreren om al de werken voor kinderensteun ter hulp te komen.

De door den H. Jules Le Jeune, Minister van Justitie, en stichter van de kinderenbescherming in België, ingestelde Koninklijke Commissie der Patronaten kwam reeds in de maand Januari 1915 bijeen, om den toestand te onderzoeken. Het voedselvraagstuk kwam haar allereerst niet als het hoogdringendste voor; hare bedrijvigheid was vóór den oorlog vooral gericht geweest naar de werken van bescherming voor de moreel verlatene kinderen, en zij had zich aanvankelijk de talrijke openbare of private inrichtingen van onderwijs of liefdadigheid ten doel gesteld, welke tal van kinderen hadden opgenomen en zich zonder middelen van bestaan moesten bevinden.

Wat was er onder meer geworden van de duizenden kinderen welke door de rechters bij particulieren of in gestichten werden uitbesteed en voor de welke sedert het begin van den oorlog geen kostgeld meer werd uitbetaald.

Reeds van deze vergadering af werd door sommige leden het vraagstuk te berde gebracht van de kindervoeding en van den hachelijken toestand waarin al de werken moesten verkeerden, welke, alhoewel van hulpmiddelen ontbloot, in de behoeften van een van dag tot dag aangroeiend klienteel moesten voorzien.

Na bespreking, kwam men in den loop van de vergadering tot het besluit eene memorie op te maken; om aan het Nationaal Comité het vraagstuk, zooals het voorkwam, uiteen te zetten, en dezes geldelijken en moreelen steun te vragen voor het stichten van een nieuw organisme, dat voornoemde instellingen zou bijstaan. Het bureau der Commissie werd belast om met het Nationaal Comité onderhandelingen aan te vangen welke weldra tot de instelling van de Afdeling Steun en Bescherming voor de Werken van kinderen-welzijn zouden leiden.

Er waren maar ettelijke dagen noodig om zich aan het werk te stellen en om een lokaal te vinden, 66, Koloniënstraat, en den 20ⁿ Februari 1915, zette de nieuwe Afdeling haar program uiteen in eene omzendbrief gericht aan al de werken voor kinderen-welzijn, waarvan zij het bestaan kende. « Hulp verleenen aan de openbare besturen, en aan de instellingen welke hunne werking uitstrekken tot de nooddriftige, gevonden, wees geworden, moreel

verlaten, zieke, verachte kinderen, enz., kortom tot al de kinderen die stoffelijken en zedelijken steun behoeven », zoo luidde dit program.

De afdeeling wilde haar onvangrijk program uitvoeren, maar meteen aan elk organisme eigen bestuur laten en maar enkel haren steun verstrekken. Tot geldelijken onderstand aanzocht, verleende het Nationaal Comité haar eene maandelijksche toelage van 50,000 fr. — Met dit gering budget, dacht men evenwel dat die som ruim toereikend zoo geweest zyn om in al de behoeften te voorzien. De afdeeling ving dadelijk haar werk aan.

De mogelijkheid voor een zeker aantal werken van eene staking binner werking, bij gemis aan hulpmiddelen, had hare leden verontrust. Ook goldde als leidende gedachte bij hare eerste beslissingen en bij die van het Nationaal Comité zelf, dat de bedrijvigheid van de Afdeeling diende beperkt te worden tot het enkel hulpbetoon aan de reeds voor den oorlog bestaande werken: zij zal zich van de stichting of van de aanmoediging van nieuwe instellingen onthouden.

Maar men zou zich niet lang aan dergelijk beginsel houden. Pas tot stand gekomen, riep de Afdeeling eene nieuwe instelling in het leven, met name het Nationaal Werk voor Oorlogswezen. Hare stichting werd op de vergadering van 16 Maart 1915 goedgekeurd en onmiddellijk kwam zij den wezen der geëisteerde gewesten ter hulp. Bijstand verleen en aan de kinderen, wier vader, hetzij soldaat of burger, overleden was ten gevolge der militaire verrichtingen en welke uit dien hoofde op eene bijzondere bescherming recht hadden, ziedaar wat zij ten doel had.

In zake de kindervervoeding namen al de zuigelingenkeukens, instellingen voor kleine kinderen en raadplegingsinstellingen voor zuigelingen van den lande, hunne toevlucht tot de nieuwe Afdeeling en genoten alzo reeds van de maand Maart 1915 regelmatig maandelijks verstrekte toelagen. Het aantal alzo geholpen kinderen was niet zeer aanzienlijk, edoch de eerste stoot was gegeven, en het werk zoo nadien geen oponthoud meer lijd en.

Pas was de Afdeeling aan den gang of zij voorzag reeds nauwkeurig welke vorm er aan de inrichting der kindervervoeding diende gegeven. Slechts aan de reeds voor den oorlog bestaande werken hulp te verleen en, bleek volstrekt onuitvoerbaar. Hoe, bij voorbeeld, aannemen kinderen van eene om't even welke plaats, waar reeds voor den oorlog edelmoedig initiatief tot uiting was gekomen, te bevoorree en en de tijdens den oorlog opgevatte ontwerpen, welke als een stap vooruit golden, in de naburige lokaliteiten onverwezenlijkt te laten. Een regiem van kindervervoeding in heel het land toe te passen bleek noodzakelijk geworden, en de Afdeeling gaf reeds in de maand Augustus 1915 daarvan eene nauwkeurige en volledige uiteenzetting aan het Nationaal Comité. Zich rekenschap gevende van den toestand, aanvaardde dit Comité welwillend de nieuwe voorstellen van de Afdeeling, en machtigde haar om in heel het land, overal waar het noodig zou blijken, raadplegingen en keukens voor zuigelingen te stichten; twee maand nadien besloot het kantien en voor zwakke kinderen en voor moeders op te richten, en bracht zijn toelage van 100,000 fr. tot 150,000 en nadien tot 200,000 fr. ter verwezelijking van dit program.

Volledigheidshalve bleef er nog eene gewichtige zaak namelijk die van de voeding der schoolkinderen te verwezenlijken. De vóór den oorlog bestaande schoolsoep-werken, hadden kunnen blijven bestaan dank zij den toelagen van de Provincie-comiteiten voor hulpbetoon en voeding en der bemiddeling de gemeenten : dit was o. m. het geval voor Brussel. Maar die werking stond alleen, men diende haar uit te breiden en algemeen te maken bij middel van eene machtige geldelijke aanmoediging. De Afdeeling legde het ontwerp aan het Nationaal Comité voor, dat na wat talmen- en de gewichtigheid der uitgave billijkt zulks- het goedwillig aannam en tot de stichting van het schoolmaal besloot.

Door de kindervervoeding een gewichtig factor van de werking van het Comité was geworden, kwam bij het Nationaal Comité het verlangen op, haar aan een bijzonder daartoe aangepast organisme op te dragen en stichtte het de Commissie voor kindervervoeding, belast met de centralisatie van al wat dit deel van de bedrijvigheid der Afdeeling betreft, liet aan deze laatste het hulpbetoon over aan weezengestichten beschermingsgenootschappen voor kleine martelaars, patronaatcomiteiten voor moreel verlaten kleinen, en maakte alzoo onderscheid tusschen de werken voor kinder-uitbesteding en die voor voeding.

De Commissie voor Kindervervoeding begon hare werking den 1^{sten} Juli 1916 met het stelselmatig inrichten van het schoolmaal; dank zij der medehulp van deskundigen en bijzonderlijk van geneesheeren, welke zich sinds lang met het vraagstuk der kindervervoeding hadden ingelaten, kon de Commissie voor kindervervoeding weldra aanmerkelijk haar program uitbreiden. De inrichting van het schoolmaal, de opvoering van den toelagen-rooster voor de voedingswerken voor kleine kinderen, kantienen voor zwakke kinderen, kantienen voor moeders, welke door den opslag van de prijzen der levensmiddelen gebiljkt was, bracht welhaast de vergrooting van het Nationaal Comité voor Kindervervoeding van 200,000 frank op meer dan 400.000 frank per maand.

Zoo werden de meeste punten van het program der kindervervoeding door het Nationaal Comité onder den tijdens den oorlog opgevatten vorm verwezenlijkt. Blijft over de instelling van koloniën voor zwakke kinderen, waarover ik naderhand zal gewagen; voor het oogenblik denk ik het noodig enkele bijzonderheden te geven en het werkingsproces van het Departement voor kinderen-welzijn en van dezes onderhoorige organismen uiteen te zetten.

HOOFDSTUK III.

De Werken voor kindervervoeding.

1. Keukens, Consultaties en Bewaarplaatsen voor zuigelingen.

Laat ons beurtelings de verschillende instellingen voor kindervervoeding onderzoeken, welke door de bemiddeling van het Nationaal Comité werden opgericht of door dit werk worden ondersteund.

In de allerèerste plaats *de Voedingswerken voor kleine kinderen*.

Deze organismen zijn bestemd, om aan de kinderen beneden de drie jaar hulp te verstrekken. Hoe zijn deze samengesteld? Zij berusten voornamelijk op medicalen en wetenschappelijken grondslag. Aan elk werk voor kindervervoeding is eene consultatie voor zuigelingen verbonden. Deze consultatie is ingericht door eenen geneesheer die aandachtig de groei van het kind nagaat : het kind wordt te dien einde tijdens zijn eerste levensjaar om de veertien dagen en nadien soms zoo dikwerf niet meer gewogen. Voor elk kind word een diagram opgemaakt, en men kan alzoo dezes gewichtlijn met de normale gewichtlijn vergelijken; dit diagram wordt regelmatig bijgeteekend en men kan alzoo ontwikkeling en groei van het kind nagaan; de geneesheer teekent bovendien de veranderingen van regiem aan en kan dezer invloed op de gezondheid van zijnen beschermeling beoordeelen.

Dit geneeskundig regiem, kenmerkt de door het Nationaal Comité tot stand gebrachte werken. Het is eene voorwaarde *sine qua non* van de toelageverstrekking, en tevens van aan het kind verleende hulp; dit laatste moet regelmatig de consultatie bijwonen. Deze consultatie betreft ten andere ook de moeder; de geneesheer stelt vast of de moeder in staat is haar kind te zoogen, of zij in de kantien voor moeders mag toegelaten worden, of het kind kunstmatig dient opgevoed.

De natuurlijke voeding van het kind door zijn moeder dient als grondslag van elk consultatie voor zuigelingen. Als hoofdtak voor geneesheeren en dames van het werk wordt hier geveegd, dat zij de moeders opmerkzaam maken, dat zij hunne moederplichten dienen te vervullen, waar zulks mogelijk is.

Welk voedingsregiem is er in de werken voor kindervervoeding in voege? Dit regiem, naar wij even hebben gezegd, wordt door den geneesheer voor elk kind of voor elke moeder vastgesteld; evenwel wordt hier eenen leidraad gevolgd, en deze is gestaafd op den groei en den staat van gezondheid van een normaal kind.

Geeft de moeder aan haar kind de borst, dan wordt deze in de moederskantien ingeschreven — waarvan wij straks de inrichting zullen beschrijven — ten ware er geene plaatselijke kantien bestaat of ten ware dat de moeder om bijzondere redenen — als de aanwezigheid in het gezin van talrijke kinderen waarover niet doeltreffend ten huize toezicht kan worden gehouden — zich niet regelmatig naar de kantien kan begeven; in dit geval wordt haar een melk en meel bevattend voedsel met name lactogène overhandigd, dat zij ten huize kan verbruiken; dit voedsel biedt het voordeel aan dat het werkelijk door de moeder verbruikt wordt, terwijl elk ander gegeven voedsel als spek, rijst, enz, soms onder de leden van het gezin zou kunnen verdeeld worden, en dit ten nadeele van moeder en zuigeling.

Het verstrekken van bons aan de moeders om melk bij den pachter in de buurt te kunnen halen is eene gebrekkige methode, welker toepassing alleen kan geduld worden in de streken waar de moeders op al te verren afstand van de Kantien wonen.

Er behoeft integendeel dat de in de zuigelingen-keukens gebrachte melk

daar door het personeel van het Werk onderzocht, gekookt, in flesschen gedaan en uitgedeeld worde.

De zuigelingen-keukens nemen melk bij de melkboeren, die over hunnen stal laten toezicht houden en de melk laten onderzoeken. Dit toezicht gaat over den gezondheidsstaat der dieren, de reinheid der lokalen, de zorgen besteed bij de melking en het melkvervoer. De melk wordt in gesloten kruiken naar het werk gebracht en met den densimeter onderzocht.

Het Nationaal Comité stelt lijnkoeken ter beschikking van de pachters, die het toezicht aanvaarden en melk aan de werken voor kinderen-welzijn leveren.

Bij de ontvangst in het lokaal, wordt de melk zoo ras mogelijk gekookt, bijaldien zij niet voorafgaandelijk in eene melkerij *ad hoc* werd toebereid. Eenmaal gekookt, wordt de melk dadelijk in flesschen gedaan, welke gebruikt worden voor de melkvoorziening; de verdeling in gedoseerde fleschjes kon niet algemeen gemaakt worden uit hoofde van de schaarschte aan glas; ook heeft men soms noodmiddelen moeten gebruiken als flesschen met mekanieke stoppen, flesschen voor mineraal water met schroefstoppen, ja zelfs allerhande door de moeders aangebrachte potten, kruiken, flesschen, enz., welke door het personeel van het werk met melk werden gevuld. In dit geval worden bijzondere maatregelen getroffen om ze gemakkelijk te kunnen reinigen en hunne opening tegen het stof te vrijwaren.

Al die arbeid wordt vrijwillig verricht door dames, welke in ploegen ingedeeld, regelmatig den dienst in de zuigelingenkeukens komen verzekeren de voorzuster of de leidster van elke ploeg neemt de verantwoordelijkheid van den dienst op zich, houdt toezicht bij de uitdeeling der levensmiddelen, bij de telling der afwezigen, en bij samenstelling der ratsoenen. Deze dames, op wier toewijding men nooit te vergeefs beroep heeft moeten doen, staan tevens den geneesheer bij, bij de inrichting van de consultatie. Dan nog nemen zij deel aan de werking der inrichting, met aan de moeders goeden raad te geven, en de onder het volk al te verspreide vooroordeelen te helpen bestrijden, met wenken te geven in zake gezondheidsleer en reinheid, toebereding en bewaring van voedsel, enz. Tal van werken hebben daarenboven het toezicht ten huize ingericht om zich te verzekeren of de voorschriften betreffende de kinderenverzorging goed worden nagekomen; zij doen den geneesheer de moeders kennen, die hunnen plicht niet behoorlijk kwijten en duiden op de Kaart van het kind de punten aan, waarop de aandacht der moeder dient worden gevestigd.

Ziedaar de korte uiteenzetting van de inrichting van keukens en raadplegingen voor zuigelingen.

Het vraagstuk der eetwaren-voorziening dier werken diende, uit hoofde van de schaarschte aan eetwaren, ook zeer nader te worden beschouwd.

Vooreerst de melk; met de hulp van het Nationaal Comité en van de provincie-comiteiten hebben de werken gezorgd om bij de pachters de noodige melk te kunnen aanschaffen. Daar het verbruik van verse melk vooral aanbevelingswaardig was, werd er aangeraden dit product in de mate der mogelijkheid te benuttigen. In de voorname centra en enkele

nijverheidslocaliteiten werden koeistallen gebouwd. Dank zij den aanvoer van talrijke Hollandsche koeien en de in het land gedane aankopen, konden een groot aantal werken geravitaljeerd worden en met gekeurde volle melk, een voedsel van eerste kwaliteit, voor hunne beschermelingen aanschaffen. Om in het te kort aan koeimelk te voorzien, werd er gecondenseerde of uitgedampte melk in groote hoeveelheden in het land ingevoerd. Einde 1917, had men reeds 24,721 ton gecondenseerde melk ingebracht, wat op 1,188,208,000 doozen melk of benaderend 3,500,000,000 liter opnieuw vloeibaar gemaakte melk neerkomt.

De overige voor de zuigelingenvoeding benodigde producten werden ook door het Nationaal Comité ingevoerd of bereid: deze voedingstoffen bestaan hoofdzakelijk uit allerhande meel, als koren- erwt- boon- of linzenmeel, insgelijks door het Nationaal Comité ingevoerd, en uit suiker: daar dit laatste product, evenals al ander inlandsch voedsel niet aan het Nationaal Comité behoorde, diende men met het vijandelijk gezag, overleg te treffen, bij welke onderhandelingen het herhaalde malen de actie der werken dwarsboomde. Maar, zou men kunnen zeggen hoe gewichtig ook het aantal consultaties en keukens voor zuigelingen in bezet België zij, omvat die organisatie niet al de localiteiten, waar er ongelukkige kinderen zijn, en zijn deze blootgesteld om van alle onmisbare hulp verstoken te blijven. Men mag desaan gaande niet vergeten dat er in elke lokaliteit, hoe gering zij ook weze, eene regelmatig ingericht plaatselijk comité voor hulpbetoon en voeding bestaat, dat hulp aan alle noodlijdenden verstrekt. De in dezes gebied verblijvende kinderen hebben recht op hulp onder vorm van bons waarmede zij melk bij eenen boer kunnen halen; hetzelfde geldt voor de voeding van zoogende moeders en zwangere vrouwen. In dergelijk comité ontbreekt maar alleen de preventieve bijstand van geneesheeren en het wegen van zuigelingen d. w. z. de consultatie, alsmede de kontrol bij de uitdeeling van spijzen, welke alleen in de werken wordt verzekerd. De geneeskundige bijstand voor het behoeftige kranke kind bestaat ook zonder uitzondering in heel het land.

De uitslagen zijn voldoende steekhoudend; luiders de statistieken van de kindersterfte welke wij voor sommige lokaliteiten van den lande, als Brussel, Antwerpen, de streek van Charleroi bezitten, is de kindersterfte sinds de instelling van de werken sel afgenomen.

* *

In dezelfde groep werken dienen wij de bewaarplaatsen voor kleine kinderen te stellen: de werkloosheid van tal van arbeiders maakte verdere uitbreiding van dit werk niet noodzakelijk. Het kind hoort thuis te midden van de familie waar het moederverzorging geniet en niet in de bewaarplaats. Doordien de moeder, wegens de huidige toedracht van zaken niet meer buitenshuis moet gaan arbeiden, is geene uithesting van het kind in beginsel meer noodig. De bestaande bewaarplaatsen bleven geopend en genoten milde toelagen van wege het Comité: eene enkele instelling van

dien aard moest te Dinant geopend worden, doordien, uit hoofde der oorlogsgebeurtenissen, daar talrijke kleinen van allen leeftijd verlaten werden; stumperds, al te klein om in het weezenhuis te worden opgenomen, werden geplaatst in eene bewaarplaats, opgericht door de Afdeeling voorloopig onderkomen, van het provinciecomiteit van Namen.

*
* *

Op hoeveel komt op hierboven gegeven voet de voeding van een kind? De prijs van het dagelijksch rantsoen schommelde met de oorlogsjaren. Tijdens de eerste maanden van 1915 kwam deze voeding op eene uitgave neer welke in de steden op 70 centiemen kon worden geraamd. De buitengewone prijsstijging voor de melk en de geringere prijsvermeerdering voor het meel brachten deze uitgave, einde 1918, op circa fr. 4-50 per dag.

De Commissie voor de kindervervoeding heeft rekening gehouden met die vermeerdering bij het opmaken van haren toelagen-standaard. Ik acht het nuttig hier de grondgedachte te doen kennen van het Nationaal Comiteit bij het verstrekken van toelagen: een deel der uitgave moet ten laste blijven van de plaatselijke werking, dit wil zeggen dat zij gedekt is met ter plaatse verworven hulpmiddelen, als giften, bijdragen, toelagen van de gemeente, enz. Het Nationaal Comiteit treedt ter ondersteuning van de werken op, en geenszins om hunne plaats in te nemen en zich hunne werking ten laste te nemen.

In zake de werken voor kindervervoeding werd er steeds aangenomen dat het Nationaal Comiteit eene toelage zou verleen ten bedrage van het derde der uitgave; het Provinciecomiteit voor hulpbetoon en voeding betaalt het tweede derde, en het derde derde valt ten laste van het plaatselijk initiatief.

Het spreekt van zelf dat om de uitgaven na te zien, de bepaling van eene maximum-toelage noodig was, welke men niet mocht te boven gaan. Aanvankelijk op den voet van 10 centiem per dag en per kind vastgesteld, bedraagt dit maximum thans 50 centiem wat benaderend op het derde van den prijs van het rantsoen neerkomt, waarvan de waarde, zooals ik daareven zegde, op 1.50 frank mag worden gerekend.

Het Nationaal Comiteit heeft op dien voet voor 8,188,103.57 frank toelagen toegekend aan de werken voor de kleine kinderen. Daarbij dienen de toelagen gevoegd van de provinciecomiteiten voor hulpbetoon en voeding, welke minstens dezelfde som bedragen, alsmede de door de plaatselijke comiteiten verstrekte bijdragen. Men mag bevestigen dat de voeding van de kleine kinderen aan het Nationaal Comiteit de som van circa 16,000,000 frank heeft gekost.

In 1918 bestond er in 468 gemeenten eene regelmatig ingerichte consultatie of op wetenschappelijken voet werkende keuken voor zuigelingen, en het aantal daar ten dien tijde alzoo gevoede kinderen bedroeg 90,130.

2. — *De kantienen voor moeders.*

Naast de keukens en consultaties voor zuigelingen kwamen er kantienen voor moeders tot stand. Zooals ik het hooger zegde, moet de keuken voor zuigelingen bovenal door alle mogelijke middelen trachten te zorgen dat de moeders de borst aan hunne kleine kinderen geven : zij kan zulks niet doen bij middel van uitdeelingen van ten huize te verbruiken eetwaren dan zoo het, wegens zekere omstandigheden van feite, onmogelijk is kantienen voor moeders in te richten. De Belgische Nationaale Bond voor de bescherming van kleine kinderen had gedurende het tijdperk 1904-1914 zich met dit vraagstuk bezig gehouden, maar was er niet ingeslaagd het op te lossen. De oorlog stelde het Nationaal Comité voor dit problema, en dezès oplossing eischte des te meer spoed doordien de algemeene voeding onder vorm van uitdeeling van soep en eetwaren aan de behoeftigen ontoereikend was voor de zwangere vrouwen en zoogende moeders, die een dubbel bestaan ten lasten hadden.

Het uitreiken door het werk van bons aan de moeders om melk, eieren, spek, vleesch, erwten of boonen, enz., bij de plaatselijke handelaars aan te schaffen bleek verkeerd. Het alzoö aangeschaft voedsel wordt geenszins verbruikt door de voedster of door de zwangere vrouw aan wie het bestemd is. Deze methode dient verworpen, zij mag bij zeldzame uitzonderingen aangewend worden wanneer de woning van de moeder op al te verren afstand van het zuigelingenkeuken gelegen is.

Met het verstrekken van lactigène, waarover ik te voren sprak, kan men aan de moeder-voedster en aan de zwangere vrouw het voedsel bezorgen dat hare gezondheid en zog gunstig zal beïnvloeden, en dat zij alleen zal benuttigen, doordien het kind zulk een voedsel weigert.

Maar het beste stelsel is onbetwistbaar de kantien voor moeders, waar de zwangere vrouwen en zoogende moeders dagelijks en bij voorkeur te elf uur een volledig maal ontvangen, bestaande uit eene voedzame soep, een portie vleesch, groenten of aardappelen, eene meelbrei (rijstpap, maïsbrei, soort phosphatine, enz.) en een glas melk of licht bier. Dit maal wordt verstrekt aan zwangere vrouwen met ingang van de 5^e maand zwangerschap en aan de zoogende moeders tot de 9^e maand, na de bevalling. Daar de voeding van het kind fel de gezondheid van de moeder verzwakt, werd er onlangs door de Commissie voor Kinderenvoeding besloten dat de moeder, nog een maand na het spenen van den zuigeling het maal zou mogen blijven ontvangen.

Hier nog wordt geneeskundig toezicht vereischt : elke kantien voor moeders beschikt over eenen geneesheer die de gezondheid van moeder en kind gadeslaat, de onontbeerlijke wenken van gezondheidsleer voor de opvoeding van het kind geeft, en naziet of de moeder voortgaat met te zoogen, enz.

Het weldadigheidsbureau van Antwerpen had in België, vóór den oorlog, eene kantien voor moeders geopend. Een andere zeer belangwekkende proefneming werd gedaan door de consultatie van de Bootenkaai te Brussel.

De kantienen voor moeders bedienen heden ten dage de algeheele behoeftige bevolking van 473 lokaliteiten, en ondersteunen 7,769 zwangere vrouwen en 13,946 zoogende moeders.

Deze kantienen genieten toelagen op denzelfden voet als de zuigelingen-keukens, namelijk fr. 0.50 per maal, wat eene uitgave van ongeveer fr. 1.50 per moeder en per dag daarstelt.

Het Nationaal Comité heeft voor fr. 1,885,140.28 toelagen aan de kantienen voor moeders verleend.

3. *De kantienen voor zwakke kinderen.*

De kantienen voor zwakke kinderen volledigen deze organisatie. Zij zijn geopend voor de inzonderheid door den oorlog verzwakte kinderen van 3 tot 17 jaar; de volwassene beschikt te midden van de crisis welke wij doorworstelen, over eenen krachtenvoorraad welke het kind in volle ontwikkelingsperiode niet bezit. De zwakke kinderen verdienen mitsdien, te midden der huidige toedracht, een bijzondere belangstelling. Deze kinderen ontvangen evenals elke behoeftige Belg het gewoon rantsoen, namelijk het volksbrood en de volkssoep; meteen krijgen zij een aanvullend maal bestaande uit soep, eene portie vleesch met groenten of aardappelen en een gesuikerd nagerecht : rijst, cerealine, enz.

Dit maal wordt in eene kantien opgediend, en moet ter plaatse verorberd worden. Op die wijze kan men alleen nagaan wat een kind werkelijk als voedsel neemt, elke andere schikking meestal aanleiding gevende tot eene voedselverdeling onder de leden van het gezin. Het maal mag slechts afgehaald worden wanneer het kind om gezondheidsredenen in de stoffelijke onmogelijkheid vertoeft om naar de kantien te gaan. Die onmogelijkheid moet door de geneesheer of ziekendienster van het Werk worden geconstateerd.

Hoe geschiedt de aanwerving van deze kinderen? Bij middel van een geneeskundig onderzoek, ingesteld door den geneesheer van het Werk. Deze beslist of het kind als zwak dient te worden erkend. Verder heeft een periodiek onderzoek plaats om te oordeelen of het aangebeterd kind nog verder in de bijzondere kantien moet worden gevoegd.

Evenals de kantienen voor moeders werden deze kantienen in heel het land door dameskomiteiten ingericht. Deze dames bereiden dagelijks het maal en deelen het uit in daartoe ingerichte lokalen.

Het later tot stand gekomen Werk van de kantienen voor zwakke kinderen heeft dezelfde uitbreiding niet kunnen nemen als de keukens voor zuigelingen en de kantienen voor moeders, doordien de behoefte van soortgelijk organisme zich minder buiten de volkrijke centra en nijverheidstreken laat gevoelen.

435 lokaliteiten beschikken over dergelijke kantienen en 112,040 kinderen krijgen daar dagelijks een voedzaam maal.

De prijs van onderhoud in deze kantienen staat wat beneden die van de

kantienen voor moeders. Hij veranderde fel met de oorlogsjaren, uit hoofde van de gestadig toenemende levensduurte. Toen het werk te Brussel in de maand April 1913 werd ingesteld, koste het maal circa fr. 0.20, thans bedraagt de prijs ongeveer fr. 1.50. De door de commissie voor kindervoeding verstrekte toelagen ondergingen dezelfde vermeerdering, zij bereiken thans het derde der uitgave met een maximum van fr. 0.50 per kind en per dag, wat neerkomt op een rantsoen, tegen den prijs van fr. 1.50. Het Nationaal Comité had te zamen fr. 5,921,888.72 uitgegeven.

4. — *Het schoolmaal.*

De schoolmalen stellen den vierden gewichtigen groep daar van de door de Commissie voor kindervoeding in 't leven geroepen of gesubsidieerde instellingen. In zekere centra bestonden er reeds voor den oorlog schoolsoep-werken, dank zij het initiatief van de gemeenten en van louter private werken. De oorlogsverklaring zou in zeker aantal lokaliteiten het bestaan bedreigen van dit werk, wegens de ontstentenis van plaatselijke middelen; in andere plaatsen werden de bestaande instellingen herschapen en zoo kwam te Brussel in de maand Augustus 1914 de soepuitdeeling voor kinderen van miliciens tot stand. Van hare stichting af waren de Provincie-comiteiten voor hulpbetoon en voeding met de gemeenten tot akkoord gekomen om een zeker getal werken zooals de schoolsoep te Brussel en het schoolmaal te Elsene te ondersteunen, maar het Nationaal Comité hoefde de zaak in handen te nemen om deze werken te subsidieeren en stevig propaganda te maken voor de generalisatie dezer instelling.

Het besluit werd in de maand juni 1916 genomen en gaf toen aanleiding tot het stichten van de commissie voor kindervoeding. Door bemiddeling van de provincie-comiteiten voor hulpbetoon en voeding, werd er bij alle plaatselijke comiteiten aangedrongen om schoolmaal-werken te stichten, en na enkele maanden had de nieuwe instelling nagenoeg een algemeen karakter aangenomen.

Om de aanwerving van het benodigd materieel te vergemakkelijken, besloot het Nationaal Comité een bijdrage toe te kennen tot beloop van de $\frac{2}{3}$ van de uitgave: de gezamenlijke toelage voor installatiekosten bedraagt fr. 812,065.16, wat op eene gezamenlijke uitgave van meer dan 1,200,000 fr. neerkomt. Wat als iets bijzonders voorkomt is het feit dat er aangeworpen materieel voor de schoolmalen als ketels, teljoren, kopjes, tafelgerief voor het meerendeel na den oorlog zal blijven bestaan.

Hoe is het schoolmaal ingericht? Het geldt hier een bijkomend maal, met dien verstande dat het aan het kind boven het gewoon rantsoen wordt verleend. Om werkelijk een bijkomend maal te zijn heeft de kindervoeding-commissie er op aangedrongen dat het op een bepaald uur werd opgediend, waarop het niet kon samenvallen met het door het kind thuis verorberd hoofdmaal van den dag.

Het maal wordt kosteloos verstrekt aan al de kinderen welke de kosteloze

school bijwonen en zulks aanvragen: geen onderscheid mag worden gemaakt onder de scholen en er wordt geene toelage verleend tenzij al de kinderen van de lokaliteit dit maal kunnen genieten. Het maal wordt in de school zelf verstrekt. De inrichting van het Werk staat onder de leiding van het plaatselijk Comité voor hulpbetoon en voeding waar zekere afgevaardigden belast zijn met toezicht te houden, bij het verstrekken van het schoolmaal.

Hier nog dient het beginsel van het geneeskundig toezicht aangenomen, dewijl geene instelling zonder die vereischte kan werken. Evenwel is dezes verwezenlijking van ruimeren omvang dan in de werken voor kinderenvoeding, kantienen voor moeders of voor zwakke kinderen, daar de opdracht van den geneesheer zich vooral bepaalt bij de algemeene voorschriften van de gezondheidsleer, bij de voedingswaarde en de keuze van de voor den maaltijd toebeide spijzen. Wie mag tot het schoolmaal worden toegelaten? Elk kind toegelaten in de bewaarschool — dus van 3 tot 6 jaar — of in de lagere school — dus van 6 tot 14 jaar — mag daar worden aanvaard. Daarbij komen nog de kinderen, welke de ernstig ingerichte en door de Commissie voor Kinderenvoeding aangenomen vakscholen volgen, zelf indien zij meer dan 14 jaar oud zijn.

Uit wat bestaat het schoolmaal? Aanvankelijk heeft de Commissie voor kinderenvoeding geoordeeld dat men te dier zake geene stipte voorwaarden kon voorschrijven en er met de plaatselijke behoeften en hulpmiddelen diende rekening gehouden. Evenwel werd in grondbeginsel de uitdeeling aangenomen van een broodje, doorgaans schoolkoek genoemd. Die koek bevat zooveel meel als 70 gram brood en daarenboven 5 gram reuzel. Hij kost thans fr. 0.10. Toen het Nationaal Comité over wit meel beschikte, werd dit bijzonderlijk voor het bakken van die koeken gebezigd. Ten einde het verbruik van meel na te gaan, doen zekere provincie-comiteiten de koeken of het gebak in eigen beheer bakken; om het verzenden naar afgelegene lokaliteiten te vergemakkelijken, heeft men het vervaardigen van gebak onderzocht; dit vraagstuk is nog niet volkomen opgelost.

Voor het bakken van de schoolkoeken hoeven er maandelijks 2,600 ton wit meel ingevoerd.

Buiten de soep, bestaat het maal thans vier dagen per week uit cacao met melk en drie dagen uit torrealine met melk.

De door de Commissie voor kinderenvoeding toegekende toelage bedraagt de twee derden van de uitgave, met een maximum van vijftien centiem per maal.

Op dien voet, komt de uitgave voor het Nationaal Comité op een maandelijksche som van meer dan 3,000,000 frank neer. Sinds deze dienst in gang is had de uitgave eene som van fr. 35,374,836.77 bereikt. Op denzelfden datum ontvingen 1,174,163 kinderen dagelijks en kosteloos het schoolmaal, namelijk: 265,743 kinderen van 3 tot 6 jaar uit de bewaarscholen, 858,003 kinderen van 6 tot 14 jaar, uit de lagere scholen, en 50,436 kinderen boven de 14 jaar, uit de door de Commissie voor kinderenvoeding aangenomen vakscholen.

Het werk van het schoolmaal bestaat thans in 2,067 lokaliteiten van bezet

België : alle eenigermate belangrijke gemeenten welke niet uitsluitend als landbouwgemeenten dienen aanzien, zijn door dit werk bediend.

Pas was het schoolmaal in voege, of het deed zijnen weldadigen invloed op de Belgische kinderenbevolking gevoelen, zoodat er talrijke wenschen werden geopperd om dit maal tot de betalende scholen te doen uitbreiden, ten einde bijzonderlijk de voeding te vergemakkelijken van de kinderen, wier familie door den oorlog werd beproefd, met wat voedsel tegen een geringen prijs te hunner beschikking te stellen. Ook onderzocht de Commissie voor de kindervoeding het middel om het schoolmaal, mits betaling, in de betalende scholen in voege te brengen. Zoodra die beslissing aangenomen was, vroegen talrijke betalende inrichtingen dadelijk om geheel of deels dit maal en namelijk den koek te kunnen uitdeelen ; in Brussel en omgeving worden thans schoolkoeken in schier al de betalende scholen uitgedeeld.

5. — *De koloniën voor zwakke kinderen.*

Dusdanig het door de Commissie voor kindervoeding van het Nationaal Comité vastgesteld en verwezenlijkt program.

Ik vat het in twee woorden samen :

1) Voeding van de kinderen beneden de drie jaar in de keukens en consultaties voor zuigelingen en in de bewaarplaatsen.

2) Bijkomende voeding voor zoogende moeders en zwangere vrouwen in de kantienen *ad hoc*.

3) Voeding van de kinderen boven de drie jaar, bij middel van het schoolmaal, waarbij aan deze kinderen een bijkomend voedsel buiten het gewone voedsel wordt verstrekt.

4) Voeding van de zwakke kinderen boven de drie jaar in de kantienen voor zwakke kinderen, waar deze een tweede bijkomend voedsel ontvangen.

In het begin van het jaar 1917 werd dit program aangevuld door het stichten van *koloniën voor zwakke kinderen*. De levensmiddelenchaarschte ontstaan uit de tijdelijke beperking van den invoer, had haren onmiddellijken weerslag op de gezondheid der Belgische kinderen. Ik heb gezegd hoe men in de kantienen voor zwakke kinderen er in geslaagd was de quæstie van de voeding van deze categorie kinderen op te lossen : evenwel daar de tuberkelziekte inzonderheid onder de jeugd toenam en alzoo de herstelling van het ras na den oorlog in gevaar bracht, beijverde het Nationaal Comité zich om eene oplossing van dit gewichtig vraagstuk te vinden. Deze kon enkel bestaan in het zenden van inzonderheid tijdens den oorlog verzwakte kinderen naar den buiten, om daar eene gezonde lucht en eene overvoeding te kunnen genieten.

Vóór den oorlog bestonden er werken, welke zich bezig hielden met kinderen, wier gezondheidsstaat te wenschen overliet, voor enkele dagen naar den buiten te zenden om daar hunne gezondheid in de open lucht te herstellen ; een zeker aantal dezer instellingen bezaten villa's aan het zee-strand ; ik zou ze hier niet alleen kunnen opnoemen ; ik zal enkel gewagen

van het Werk Open Lucht voor de kleinen, van het werk « La Préservation de l'enfance contre la tuberculose », gevestigd te Brussel; van de Diesterweg's Hulpkas voor behoeftige kinderen en van de Katholieke Schoolkolonies te Antwerpen.

Onder de bescherming van het Nationaal Comité, had het Nationale Werk voor oorlogsweezen enkele van hare door ontberingen verzwakte beschermelingen naar den buiten gezonden, in gemeen overleg met verschillende inrichtingen, als met name de schoolvilla van Elsene te Terhulpen, het Instituut Sinte-Elisabeth te Rixensart en de twee machtige Antwerpsche genootschappen welke ik daar even heb vermeld. Het goldde hier enkel de kiem van het vraagstuk en aan het werk diende noodzakelijk verdere uitbreiding gegeven.

Hoe de quæstie van oet uitbesteden van kinderen op den buiten opgelost? De eerste oplossing welke zich blijkbaar voordeed, was het treffen van eene overeenkomst met de bestaande inrichtingen, welke hunne bedrijvigheid naar dien kant konden richten en hun werking-program uitbreiden. Zoo handelde het Nationaal Comité en het koos enkele aan het doel bijzonderlijk aangepaste inrichtingen, gebouwd naar de vereischten van de hedendaagsche hygiene, namelijk het Sint-Niklaas-Instituut te Zuen, waar meer dan 500 jongens een onderkomen konden vinden, het Sinte-Elisabeth-Gesticht te Rixensart, kort vóór den oorlog opgericht voor de kranke kinderen, waar 200 meisjes konden geplaatst worden, het Gesticht van O. L. V. van VII Weeën te Wesembeek, voor 150 meisjes, de Kostschool Sint-Thomas de Villeneuve te Lustin, voor 50 meisjes, de Schoolvilla van der kring Diesterweg te Heide-Calmphout, voor 75 meisjes en 75 jongens, de villa's van het Werk der Katholieke Schoolkolonies te Vlimmeren en te Berlaer, voor 100 jongens en 125 meisjes.

Hoe gewichtig ook het aantal kinderen moge schijnen, dat alzoo enkele dagen in de Kolonie kon overbrengen, was het echter volstrekt te gering, ten aanzien van den toestand. Wegens het ontoereikend aantal inrichtingen voor zwakke kinderen; was het noodig er gansch nieuwe tot stand te brengen. Men dacht eerst aan de installaties, waar het noodige mobilier voorhanden was, aan de gasthoven van zekere zomerverblijfplaatsen in de Ardennen maar dit kon niet verwezenlijkt worden; deze beschikbare gasthoven, bevonden zich voor het meerendeel in lokaliteiten van de provincie Namen en Luxemburg, welke uiterst slechts bediend waren ten aanzien van de verkeersmiddelen, wat tot zware onkosten voor het kinderen-vervoer en tot zwarigheden in zake het noodige toezich aanleiding zou geven. Dan nog waren die gasthoven niet ruim genoeg, daar zij slechts een vijftigtal bedden beschikbaar hadden en zouden de algemeene kosten van soortgelijke installaties noodzakelijker wijze te zwaar bedragen hebben.

Er bleven dan nog enkel de ledige kasteelen, waarvan de eigenaars afwezig waren en welke men kosteloos ter beschikking van het Nationaal Comité kon doen stellen. Twee centra, namelijk Antwerpen en Namen werden speciaal voor deze inrichting gekozen. Beide steden zijn trouwens gemakkelijk toegankelijk; een vrij groot aantal inwoners hadden deze steden

ten gevolge der militaire verrichtingen verlaten en wijde en ruime gebouwen waren daar beschikbaar, ter verwezelijking van het door het Nationaal Comité geopperd gedacht. Dit Comité kon daarenboven op de bedrijvige medewerking en toewijding van de provincie-comités van Antwerpen en Namen rekenen, welke reeds blijk van hunne belangstelling ten opzichte van de werken voor kinderenwelzijn hadden gegeven.

Het aanrichten van koloniën in enkele in andere streken gelegen woonhuizen werd insgelijks onderzocht, hetzij om enkele kinderen te kunnen plaatsen, uit de gewesten, welke zooals Brugge en Doornik van alle verbinding waren afgesloten, hetzij omdat sommige woonhuizen bijzonder gepast toeschenen om er eene kolonie van te maken.

Ik acht het hier oorbaar te wijzen op de welwillendheid van die talrijke eigenaars van woningen, die zich waarlijk beijverden om deze ter beschikking van het Comité te stellen. Edoch zoo men, dank zij dier voorkomendheid, zonder moeite woningen kon vinden, had het vraagstuk nog geene volledige oplossing verkregen; die kasteelen moesten trouwens gansch gemeubeld worden, en er hoefde daar slaapzalen met bedden en beddegoed, eetzalen, speelzalen, keukens ingericht, het voor de bereiding en uitdeeling der malen noodig materieel aangeschaft, de noodige verlichting en verwarming aangebracht, en het voor leiding en toezicht en voor het stoffelijk werk noodige materieel aangeschaft. Heel die omvangrijke taak, welke dan nog aanmerkelijk ingewikkeld geraakte door de bezwaren van vervoer en het gebrek aan grondstoffen kon op korten tijd ten uitvoer gebracht worden; tot staving dezer bevestiging zal het voldoende zijn twee voorbeelden aan te halen: zoo werd de eerste soortgelijke kolonie, het Hof van List te Schooten, welk men in het begin van Januari 1917 te dien einde had besloten in te richten, op 20 Februari van hetzelfde jaar geopend; en was het Kasteel van Erpent-Val, dat het laatste tot kolonie werd ingericht, reeds gemeubeld en door 125 kinderen betrokken, acht dagen nadat de eigenaar er in had toegestemd het gebruik van zijn landgoed aan het Nationaal Comité af te staan.

Hoe zijn deze koloniën ingericht? Met de aanwerving voor de kantienen heeft er eene eerste keuze van zwakke kinderen plaats; eene tweede keuze onder die kinderen laat toe de lijst op te maken van de zwaksten onder hen, welke naar de Kolonie zullen gezonden worden. Die keuze wordt gedaan door den geneesheer van de kantien, die voor elk kind eenen staat bijhoudt, melding houdende van dezen gezondheidstoestand en verklaart dat het van alle aanstekelijke kwaal vrij is. De alzoo aangeworven kinderen vertrekken naar de Kolonie; zij worden in groepen vóór elke bepaalde lokaliteit of streek ingedeeld en met den staats- of buurtspoorweg naar de Kolonie vervoerd. Dit vervoer levert thans felle bezwaren op; edoch dank zij der dienstvaardigheid van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen en van de Maatschappijen van trams en booten, welke deze kinderen kosteloos vervoeren, kon de dienst vergemakkelijkt worden: tijdens de bezetting werden de buurtspoorwegen van dag tot dag zeldzamer.

Om dit bezwaar te Brussel, Antwerpen, Charleroi, Namen, weg te nemen,

vroeg en verkreeg het Nationaal Comité de medewerking van inrichtingen, welke de kinderen onderwege onderkomen verleenen, namelijk het toevluchtsoord « L'Initiative féminine », Guimard straat, en de burgerlijke godshuizen van Antwerpen.

Zoodra het kind in de kolonie toekomt, ondergaat het andermaal een geneeskundig onderzoek, dewijl het geneeskundig toezicht als grondslag van de organisatie dier inrichtingen geldt; het neemt een volledig bad, wordt gewogen en gemeten, en zijn klee- en ondergoed wordt aangevuld met stukken uit de kleerkamer der Kolonie.

Het voedingsregiem bestaat uit vijf maaltijden per dag : het morgenontbijt, het schoolmaal te 10 uur, het middag-maal te 12 uur, bestaande uit soep, vleesch met aardappelen en groenten, een licht maaltijd te 4 uur, het avondmaal, bestaande doorgaans uit broodpap, cerealine, enz.

Als gewoon tijdverdrijf voor het kind zijn daar enkel turnoefeningen, wandelingen in de open lucht, met een leerzaam gekout, spelen, rust in de luchtkuurplaatsen, wanneer zulks mogelijk is. Het krijgt daar geen onderwijs uit hoofde van den korten tijd, welke het in de kolonie doorbrengt.

Dit verblijf is in grondbeginsel bepaald op zes weken; bij uitzondering mag het, op advies van den koloniegeneesheer, worden verlengd.

Zoolang het kind daar verblijft, wordt het voortdurend in observatie genomen door het personeel der kolonie waaronder steeds ten minste een ziekenoppasser is; het wordt regelmatig gewogen, en een diagram wordt dagelijks bijgehouden dat de gewichtsschommelingen weergeeft. Aan deze waarneming wordt niet volstrekt de deugdzaamheid van het verblijf getoetst, een kind kan zonder gewichtsverandering voordeel hebben genoten uit zijn verblijf in de Kolonie en aangesterkt zijn; evenwel is deze waarneming de gemakkelijkste en de treffendste. In dit opzicht zijn de uitslagen zeer gunstig; gedurende een verblijf aldaar van zes weken winnen zij dikwijls twee kilogr. in gewicht en heeft men aanwinsten van 3, 4, 5 zelfs 6 kilogr. vaak waargenomen.

Een bijzonder toezicht wordt in de koloniën gehouden over de inrichting van den geneeskundigen dienst; bezoeken hebben dikwerf op geregelden tijd plaats; in elke instelling bestaat er eene ziekenzaal, voorzien met de noodige geneesmiddelen; deze ziekenzaal kan afgezonderd worden, telkens daar eene aanstekelijke ziekte heerscht.

Buiten voormelde inrichtingen zijn volgende koloniën op dien voet ingericht.

In de provincie Antwerpen, de hoven van List, Wijngaert, Vordenstein en Abst te Schooten, de hoven Ter Rivieren, Bockenbergh en Te Boelaer te Deurne, het Groeningehof en het Eikenhof te Contich, het kasteel van Hemixem in die gemeente, Den Ouden Eik te Eeckeren, het kasteel van Gooreind te Wuestwezel, Ter Gavere te Beveren-Waes en Sint-Maarten te Nieuwkerken-Waes; deze twee laatste hoven behooren insgelijks tot het gebied van het Provincie-Comité van Antwerpen, alhoewel zij op den linkeroever van de Schelde zijn gelegen.

In de provincie Namen, de kasteelen Melot, de Lhoneux, Gendebien,

Thibaut en La Caracole te Namen-Citadel; IV Seigneurs te Flawinne, de Beaufort te Spy, d'Hermoye te Mazy, de Woelmont te Brumagne (Lives), Erpent-Val te Erpent en Andoye te Wierde. Vermelden wij nog de Koloniepolycliniek van Sint-Servais voor al de zieke kinderen uit Namen.

In Brabant, het kasteel van Dongelberg.

In West-Vlaanderen, het « Crayenest » te Brugge.

In Henegouwen, de villas van Buchay te Libin, van Faing te Jamoigne, van Roucourt te Baconfoy en het gesticht van Florenville.

Dank zij het uitgevoerd program konden 5,382 kinderen (2,407 knapen en 2,975 meisjes) voortdurend het buitenverblijf en eene overvoeding genieten.

Nochtans heeft het Nationaal Comité het aantal van zijne voornamelijk in de volkrijke centra aangeworven beschermelingen willen opvoeren. Er bestonden reeds vóór den oorlog speelpleinen waarheen de schoolkinderen werden geleid; deze kregen daar voedsel om enkele uren in de open lucht te vertoeven, zonder naar huis te hoeven te gaan.

Deze staat van wording diende in verder praktijk gebracht en aanzienlijk ontwikkeld. Het Antwerpsch Provincie-Comité ondernam de inrichting van eene dagkolonie op een prachtig landgoed te Kiel. De kinderen werden 's morgens naar deze kolonie en 's avonds terug naar Antwerpen gebracht. Behoudens de afschaffing van het nachtverblijf, komt het stelsel met dat van de vaste koloniën overeen; daar zij dicht bij de groote steden zijn, kon men gemakkelijk dames en juffers vinden, welke zich belasten met de kinderen gedurende den dag te vermaken.

Deze inrichting kreeg in de maand Augustus eene nieuwe uitbreiding te Brussel, waar zes dagkuren geopend waren, namelijk in het gesticht van Dokter Depage te Berkendael, op de renbaan te Boschvoorde, op het landgoed Errera, te Ukkel, op de Duivenschietbaan, te Stockel, op de villa Mont-Thabor, te Dilbeek, op de villa van het Kapittel, te Anderlecht. Met de medewerking van het werk « Le Grand Air » van Charleroi, werden in de omgeving der stad drie koloniën geopend, voor heel de stedelijke kinderenbevolking, namelijk de koloniën van Mont-sur-Marchienne, Souvret en Châtelet. Twee nieuwe koloniën kwamen nadien tot stand te Antwerpen, namelijk op het kasteel Nottebohn, te Berchem, en het kasteel Groenendaal, te Merxem.

Twee koloniën bieden enkele bijzonderheden aan; zoo ondergaan de kweekelingen van de kolonie Bethlehem, te Herent, bijzonderlijk ingericht voor de aan niet aanstekelijke tuberkelziekte lijdende kinderen, een bijzondere behandeling onder het voortdurend toezicht van eenen geneesheer en brengen verscheidene uren per dag in speciaal aangerichte luchtkuren over. Voortreffelijk waren de uitslagen en talrijke kinderen konden na volslagen genezing de kolonie verlaten.

De kolonie van den Yzerberg, te Herent, werd inzonderheid voor rachitische kinderen geopend: wonderlijke uitslagen werden daar verkregen en talrijke volslagen gebrekkelijke kinderen konden gansch hersteld het gesticht verlaten.

In deze te zamen gegroeppeerde koloniën kon met voortdurend onderkomen op den buiten geven aan 5,845 kinderen waaronder 3,119 jongens en 4,083 meisjes; hetzij een totaal van 6,202 kinderen voor vijtig koloniën. De uitgaven voor deze koloniën vallen tweemaal ten laste van het Nationaal Comité. Zij bedragen de som van fr. 5,753.155.95. Stippen wij aan dat spijs de moeilijkheden van verlichting en verwarming, alle deze koloniën gedurende den winter konden open blijven.

In den loop der laatste maanden van het jaar 1918, heerschte er eene verschrikkelijke aanstekelijke griep onder de uit Noord-Frankrijk geëvacueerde familiën, welke door den vijand uit hare haardsteden werden verdreven en de onmenschenlijkste behandelingen hadden te verduren.

Het Nationaal Comité besloot de kinderen uit de koloniën te halen en er de kranke geëvacueerde lieden te plaatsen. In zekere inrichtingen was te toestand vreeselijk; het personeel gaf blijk van eene onvermoeibare toewijding bij het volbrengen van deze nieuwe taak. Na de geëvacueerden, ontvingen de Kolonie- veldhospitalen de door den vijand bevrijde zieke gevangenen. Deze nieuwe opdracht is nu haast volbracht, en de koloniën heropenen de eene na de andere hunne deuren voor de zwakke kinderen.

HOOFDSTUK IV.

De hulp aan de Werken voor moreele bescherming.

De Afdeeling hield zich tevens onledig met de ondersteuning van de werken voor moreele bescherming welke, ten gevolge van den oorlog, in een bezwaarlijken geldelijken toestand verkeerden. Zij heeft alzoo 156 instellingen ondersteund, waaronder voornamelijk weezengestichten, beschermingsgenootschappen voor kleine martelaars, patronaat-comiteiten voor zedelijke verlaten kinderen, en voor de bescherming van het jonge meisje, enz.

Deze gesubsidieerde instellingen namen 12,878 kinderen op. Er werd fr. 1,795,509.32 uitgegeven; om deze te ondersteunen. De kleedingstukken, welke aan deze instellingen werden uitgedeeld, bedragen eene waarde van fr. 94,754.95.

HOOFDSTUK V.

Het Nationaal Werk van Oorlogsweezen.

Wij hebben reeds melding gemaakt van dit belangwekkend werk voor hulpverstrekking aan de kinderen, wier vader, hetzij militair of burger, door den oorlog omgekomen is. Deze categorie omvat de kinderen wier vader, in de rangen van het leger heeft gestreden en te velde is gesneuveld, of door den vijand na of zonder vonnis werd gefusilleerd, of tijdens zijn deportatie in Duitschland gestorven is of bij ongeval in den loop der krijgsverrichtingen werd gedood.

De natie heeft eene heilige schuld tegenover hen te kwijten.

Tijdens den oorlog heeft het Werk ook hulp verstrekt aan zekere kinderen, wier vader of kostwinner op het front was, en die in eene voornamelijk ongelukkigen toestand verkeerden, alsmede aan de kinderen van gevangene burgers.

Het doel van het werk is vooral van gansch moreelen aard; den verdwenen vader in den familiekring vervangen, toezicht houden over het gedrag van het kind, het eenen stiel te doen aanleeren, kortom, eene zedelijke voogdij uit te oefenen, welke den kinde dienstig kan zijn in al de omstandigheden des levens.

Maar het Werk houdt zich ook met hulpbedeeling bezig. Zoo werden 10,639 kinderen geldelijk ondersteund, namelijk : 4,627 kinderen uit 2,751 gezinnen, waarvan de vader soldaat overleden of invalied is;

5,201 kinderen uit 2,401 gezinnen, waarvan de vader, geen soldaat, overleden of gebrekkelijk is :

615 kinderen uit 331 gezinnen, wier vader overleden is en die ten gevolge van den oorlog tijdelijk van hunnen kostwinner zijn beroofd;

196 kinderen uit 90 gezinnen van gevangene burgers.

Het Werk tracht vooral het kind in zijnen kring te laten, zoo waren er op deze 10,639 kinderen;

9,825 bij hunne moeder gelaten;

383 uitbesteed bij familieleden of andere lui;

429 geplaatst in gestichten.

De daartoe verstrekte maandelijksche toelagen beliepen fr. 4,507,596.61.

Deze uitgaven werden tot heden gedekt bij middel van het Nationaal Comité, bijdragen van het Belgian Orphan Fund, giften en contributiën en van eene nationale inschrijving waarvan de opbrengst ter beschikking werd gesteld van de plaatselijke Comiteiten, ten einde deze in staat te stellen om, volgens de behoeften en zonder zich in te laten met het nakomen van een vasten rooster, spoedig in den eenen of anderen inzonderheid belangwekkenden nood te voorzien; zooals voor de verzwakte kinderen noodige overvoeding, verbetering van huisvesting, aankoop van onmisbare meubelen of voorwerpen, enz.

Er werd fr. 1,024,230.58 aan uitgedeeld klee- en beddegoed besteed.

Het Werk hecht veel belang aan de beroepstoekomst zijner beschermelingen. Het heeft te dien einde eene vaste commissie aangesteld, welke elk geval omstandig onderzoekt ten einde op de nauwkeurigste wijs de orientering te ontdekken, welke hun hoeft gegeven. Het helpt de kosten van onderwijs, het schoolgeld en de reiskosten van het kind en den aankoop van gereedschap betalen. Deze bedrijvigheid werd tot heden belemmerd door het sluiten van werkhuisen, de verkeersmiddelen-bezwaren, doch zal de bevrijding van het grondgebied voorzeker de oplossing aanbrengen van tal in verband met de beroepstoekomst van de oorlogsweezen staande quæsties.

Alles samengenomen, had het Werk fr. 6,394,951.15 voor zijne beschermelingen uitgegeven. Bij die som dient de veelvoudige hulp gerekend, welke de provinciale en plaatselijke comiteiten hebben uitgedeeld met behulp van

ter plaatse rondgehaald geld, waarvan men het aanzienlijk bedrag niet kan kennen.

HOOFDSTUK VI.

De hulp aan de geëvacueerde kinderen.

Het Departement voor Kinderen-welzijn moest zijne bedrijvigheid uitbreiden tot eene zeer belangwekkende categorie beschermelingen, namelijk tot de geëvacueerde Belgische en Fransche kleinen; in beginsel is door het Nationaal Comitéit aanvaard dat buiten eene speciale hulp, deze familiën recht hebben op alle hulp, welke aan ter plaatse verblijvende gezinnen wordt verstrekt. De aankomst van talrijke geëvacueerden vermeerderde aanmerkelijk de plaatselijke werking van de bestaande werken. Op zekere plaatsen verdubbelde op enkele dagen de bevolking zoodat men verplicht werd het noodige materieel en het onontbeerlijk proviand voor die nieuwe bevolking op korten tijd aan te schaffen.

Edoch men kwam deze bezwaren te boven: in 336 gemeenten werden Belgische geëvacueerde kleinen geholpen, namelijk 657 kinderen beneden de 3 jaar; 140 zoogende moeders en zwangere vrouwen, 242 zwakke kinderen van 3 tot 17 jaar in de instellingen voor het kinderen-welzijn: 11,223 kindren genoten het schoolmaal. Er werden 239,393 frank voor de Belgische geëvacueerde kinderen uitgegeven.

De kleine Franschen vonden onderstand in 169 gemeenten, namelijk 1,230 kinderen beneden de drie jaar, meteen 169 zoogende moeders en zwangere vrouwen; 1,412 zwakke kinderen van 3 tot 17 jaar en 26,923 kinderen toegelaten tot het schoolmaal, 95 geëvacueerde kinderen verbleven enkelen tijd in de koloniën voor zwakke kinderen.

HOOFDSTUK VII.

De hulp aan de kinderen uit Noord-Frankrijk.

Terwijl het Nationaal Comitéit hulp aan de Belgische kinderen verleende, mocht het Nationaal Comitéit een andere categorie beschermelingen niet vergeten, welke hard van den oorlog had te lijden gehad, namelijk, de kinderen uit Noord-Frankrijk. Het had zich niet onledig te houden met de inrichting van de werken voor de kinderen welke ter plaatse bleven. Deze inrichting bleef trouwens opgedragen aan de Fransche municipaliteiten, welke belast zijn met het inrichten van de hulpverstrekking, onder de leiding van het Voeding-Comitéit van Noord-Frankrijk. Maar evenals men kinderen uit stad- en nijverheidscentra in België naar den buiten had moeten zenden, konden de zwakke kinderen uit Noord-Frankrijk daar alles niet bekomen wat hun gezondheidstoestand vergde. Van de maand November 1916 af, ontving de sectie voorstellen van het stadsbestuur van Rijssel, waarbij het plaatsen van een zeker aantal zwakke kinderen in Belgische inrichtingen werd beoogd; de eerste groep kwam in Januari 1917 toe en

werd ingedeeld onder drie gestichten : Berlaer bij Lier, Cortil-Noirmont en Spa. Ongelukkigerwijze kon men, uit hoofde van de gebrekkige verbindingen, geen voldoende aantal kinderen naar onze gewesten doen overkomen, noch aan het werk de noodige uitbreiding geven. Het Voeding-Comiteit van Noord-Frankrijk stelde zelfs in de maand November 1918 de uitbreiding voor van het arbeidsterrein van dit werk alsmede het plaatsen van een zeker aantal Fransche meisjes. Deze kwamen weldra ten getale van 200 toe en vonden in de Koloniën te Champion en te Herent onderkomen. Hier werd nog een gunstigeren uitslag verkregen dan voor de Belgische kinderen, om reden van de groote lichaamszwakheid waarin deze nieuwe groep beschermelingen verkeerden : het Nationaal Comiteit heeft met voldoening vernomen dat de uit de Belgische Koloniën naar Rijssel teruggekomen kinderen, de bezwaren voortspruitend uit de ontberingen van den winter, dank zij den in België aangewonnen lichaamskrachten, hadden kunnen te boven komen. Saam dienden er 7 koloniën tot het plaatsen van de Fransche kinderen. De uitgave bedroeg 190,992.91 frank.

HOOFDSTUK VIII.

De provinciale en plaatselijke inrichting van de werken voor kinderen-welzijn.

Welk is het gezamenlijk opzet dier instellingen? Het Nationaal Comiteit en zijne verschillende afdeelingen vormen het hoofd-lichaam, wiens bedrijvigheid naar al de uiteinden des lands bij middel van eene heele reeks tusscheninrichtingen uitstraalt. Aan het hoofd van elke provincie staat een *Provincie-Comiteit* dat insgelijks zijne afdeelingwerken voor kinderen-welzijn bezit : deze werkt als propaganda-organisme, en helpt werken tot stand brengen in de centra, waar deze noodig worden geacht. De provincie comiteiten zoeken in de verschillende plaatsen de onontbeerlijke stoffelijke, moreele en geldelijke medehulp op, voor de te stichten werken. Deze zijn insgelijks belast de werken met door *The Commission for relief* in België aangevoerde levensmiddelen te voorzien. Zij beijveren zich meteen om de uit eigen middelen verworven toelagen, rechtmatig onder de werken te verdeelen. Wij hebben hooger gezegd dat deze toelagen in 't algemeen minstens dezelfde som bedroegen als die, welke door het Nationaal Comiteit worden verstrekt.

Zij treden daarenboven als bemiddelaars op tusschen de werken en het Nationaal Comiteit. Beter dan dit hoofdorganisme kennen zij dezer noodwendigheden en de personen die er zich mede bezig houden, en kunnen zij, daar zij dichter bij het arbeidsterrein gelegen zijn, eene machtigere hulp aan de verschillende ondersteunde organismen verzekeren.

Het Nationaal Comiteit neemt zijn toezicht waar met door elk werk en door zijn toezichtsdienst regelmatige rekeningen te doen inzenden. Deze toezichtsdienst bezoekt regelmatig al de werken van heel het land; naast deze toezichtsdienst bestaat er bovendien eene provinciale toezichtsdienst voor de verschillende organismen.

BESLUIT.

Uit deze bondige uiteenzetting van een omvangrijke, machtige, en vruchtafwerpende organisatie blijken de bewonderenswaardige toewijding en de heerlijke ondernemingsgeest welke de Belgische bevolking te midden van de benarde tijden van heden aan den dag legt. Niets van wat er voor het kinderen-welzijn werd gevraagd, werd geweigerd ; alle persoonlijke of geldelijke medewerking werd metterdaad aangeboden om de toekomst van het Belgisch ras te redden.

1 November 1918.

